

# ESPACE

---

## de libertés

---

Mensuel du Centre d'Action Laïque / OCTOBRE 2017 / N°462

---

Dossier

## Branle-bas de combat citoyen

---

### L'Allemagne face au défi de l'intégration

---

Rencontre avec

## Roger-Pol Droit

Éditeur responsable : Jean de Brueker - CP 236 Campus de la Plaine ULB - Bd de la Plaine, 1050 Bruxelles - Bureau de dépôt : Bruxelles X - P 204036 - Mensuel - 2 € - ne paraît pas en juillet-août



# Sommaire

octobre 2017 462

Photo de couverture : © Pau Barrena/AFP

## 3 Éditorial

**Vol d'époque.** SANDRA EVRARD.

## 4 Espace de brièvetés

## 6 Grand entretien

**Le bonheur n'est pas une injonction... philosophique !** Aujourd'hui, nous devrions être heureux tout le temps et partout : au travail, au lit, à table... Une illusion ? Réponse de Roger-Pol Droit. JEAN CORNIL.

## 10 Livres ensemble

**10 L'hôpital, témoin de l'évolution des mœurs.** L'hôpital Érasme fête ses 40 ans. L'occasion de revenir sur ses propres « étapes féministes ». FRANÇOISE RAES.

**14 Les identités religieuses confirment leurs assises.** Le rapport ORELA épingle un regain d'intérêt pour un certain « catholicisme culturel ». Aïe ? On décrypte. SABINE SCHRADER.

**17 Résister, penser, philosopher.** Numérisation, financiarisation, hyper-technicité de notre système : mais où est la place de l'être humain ? Pascal Chabot plaide pour un retour à l'essentiel. PIERRE JASSOGNE.

## 20 International

**22 L'Allemagne face au défi de l'intégration.** Gros coup de cafard chez nos voisins. La tentation extrémiste a refait surface et le Bundestag se grippe ! CHRISTOPHE BOURDOISEAU.

**25 Chili : un premier pas en avant vers le droit à l'IVG.** Contre tout espoir, le Chili a bougé un pion sur l'échiquier du droit à l'avortement. ALICE HERMINE.

**28 Pour l'autodétermination d'un peuple... et de ses femmes.** En Irak, les femmes yézidiennes ont pris les armes. Pour défendre leurs terres, et pour gagner une nouvelle place dans leur communauté. GIACOMO SINI.

## 32 Dossier Branle-bas de combat citoyen

Ils veulent changer le système, celui de nos démocraties, qui aurait fait son époque. Pour y parvenir, ils ouvrent une mallette (ou serait-ce une boîte de Pandore ?) remplie d'outils censés rafistoler et améliorer la gouvernance de nos cités. Une scène très expressive, un laboratoire sociétal engagé, des alternatives qui interrogent. Dans tous les sens du terme.

## 68 École

**Immersion en CPC.** Quand la Ville de Bruxelles nous ouvre les portes de l'une de ses écoles, on n'hésite pas : on enfila fissa le costume d'élève. JOHANNA DE VILLERS.

## 70 Culture

### 72 Sorcières et descendance.

C'est bien connu : les femmes dérangeantes, trop pensantes, trop émancipées, ce sont des sorcières. Mieux vaut les brûler, sans oublier leur descendance, évidemment. AMÉLIE DOGOT.

**74 Diversité sexuelle à l'écran : du tabou au combat.** Octobre : c'est le mois des « Pink Screens ». Au-delà de l'événement, on s'interroge sur la représentation de la diversité sexuelle on « screen ». SIGRID DESCAMPS.

**76 De la parole à l'émancipation.** Les cafés philo réinvestissent le campus de Louvain-la-Neuve. Histoire de libérer la parole. Mais on va surtout s'émanciper ! SANDRA EVRARD.

## 70 Des idées et des mots

## 80 Coup de pholie

**À en perdre son latin.**

XAVIER DE SCHUTTER.

# Édito / Par Sandra Evrard, rédactrice en chef

## Vol d'époque

« *Rocket Man* » : s'il n'y avait qu'une expression à retenir de l'actualité des dernières semaines, ce serait celle-là. Deux mots prononcés par Donald Trump devant l'Assemblée générale de l'ONU le 19 septembre dernier, en référence à Kim Jong-un, le président de la Corée du Nord. L'image peut faire sourire, parfois malgré nous. Mais notre sang se glace ensuite lorsque ce sobriquet saugrenu s'accompagne de velléités guerrières et que Trump ajoute sans ambages devant l'Assemblée médusée : « *Si nous devons nous défendre ou défendre nos alliés, nous n'aurons pas d'autre solution que de détruire complètement la Corée du Nord.* » Serait-ce la fin d'un certain angélisme « multilatéraliste » ? Quel contraste avec le dernier discours de Barack Obama devant l'ONU, qui s'inquiétait alors du recul de la coopération internationale.

Et se pose une nouvelle fois cette question : comment en sommes-nous arrivés là ? À accueillir un homme d'aussi peu d'humanisme, de diplomatie et de raison, jusque dans l'enceinte de cette prestigieuse et tout aussi controversée organisation ?

En 42 minutes de speech ou de cinéma, chacun en fera sa propre lecture, *Mister Trump* nous plonge dans un climat de guerre froide, rangé au placard depuis quasi deux générations. Alors qu'entre-temps, un nombre croissant de citoyens, rejoint par des représentants de la société civile, mais aussi des professeurs d'université et des experts des thématiques sociétales, environnementales et économiques, aspirent à un nouveau monde. Des gens qui tissent, à travers la planète, un changement de paradigme démocratique, animé par davantage de collaboratif, de transparence et par la valorisation du Bien commun. Tout le contraire des relents belliqueux, individualistes et patriarcaux que l'on observe par ailleurs. L'impression de nous voir voler notre époque, celle du *Yes, we can !*, par un oligarque qui ne dit pas son nom et qui s'en remet aux vieilles recettes est bien là.

Max Weber disait qu'un leader charismatique émerge lorsqu'une « *société civile est touchée de détresse psychique, physique, économique, éthique et religieuse* ». Car oui, pour un certain nombre d'électeurs américains, Donald Trump est apparu comme un leader charismatique, chevalier de l'*anti-establishment*. Et aussi étonnant que cela puisse paraître, ces électeurs ont en commun, avec les nouveaux mouvements citoyens (NMC) qui font l'objet de notre dossier, cette volonté de mettre le système actuel sur la sellette.

En revanche, un fossé sépare ces deux groupes dans le rapport qu'ils entretiennent à l'autorité. Les Trumpistes sont en quête d'une forte tête. Les NMC d'une délibération horizontale, qui efface quelque peu le système de représentation pyramidale des pouvoirs qui structurent nos sociétés. Deux modèles antagonistes qui séduisent autant d'électeurs et d'électrices. Faut-il craindre le combat ? 🍌

## Le vœu des échevins

Ô ! Lyon, faut-il que ton tunnel soit obscur ! Il s'appelle Georges Képénékian, il succède à la mairie à Gérard Collomb, l'actuel ministre français de l'Intérieur. Et il n'a aucune intention de découvrir l'Amérique puisque, fidèle à « la tradition », il a comme tous ses prédécesseurs depuis 1940 renouvelé « *le vœu des échevins* ». Cette cérémonie politico-religieuse qui remonte au XVII<sup>e</sup> siècle nous rappelle que la laïcité n'est souvent qu'un vernis en France. Bref, les laïques pur jus ont organisé un rassemblement de protestation le 8 septembre, jour de la fête de la Nativité et de la Vierge, pour rappeler qu'il faut rendre à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu. « *La laïcité ne consiste pas à interdire une religion. C'est de laisser croire ou non. [...] Ce n'est pas parce que je vais au vœu des échevins que je fais allégeance* », s'est défendu Képénékian.

Le nouveau maire de Lyon a offert un cierge et une médaille en or au cardinal Barbarin qui, entre deux dossiers « chauds », a béni l'édile. Fin du fin : l'ex-maire de Lyon, Gérard Collomb, était là lui aussi. Il a préféré la « tradition » au soutien qu'auraient sans doute aimé recevoir les habitants des îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy crucifiées par l'ouragan Irma. La République est en marche. Mais au fait, où va-t-elle ? (AV)

## « Peine de vie »

Charline Vanhoenacker a aligné les métaphores et les vérités bien senties sur France Inter pour marquer les 15 ans de la loi belge sur l'euthanasie. « *Vous les Français, vous avez été plus rapides que les Belges pour abolir la peine de mort, mais vous tardez à abolir la peine de vie !* » Elle a dans la foulée rappelé la fragilité de ladite vie, politique ou non : « *L'euthanasie ne peut être autorisée que dans les cas extrêmes, comme en cas de maladie incurable ou si on a voté Fillon à la présidentielle. De toute façon, que vous soyez pour ou contre, on sera peut-être bientôt tous*

*euthanasiés par l'index de Kim Jong-un et ce sera réglé. C'est justement parce qu'on aime la vie qu'on ne veut pas en gâcher la fin. Alors, puisque le Styx passe par Quiévrain, autant le franchir en douceur.* » Un peu dure, Charline Vanhoenacker ? D'accord, la loi française sur l'euthanasie est du genre hypocrito-restrictif. Mais bon, la France est éternelle. Autant ne pas gâcher sa joie. (AV)

## La religion, l'opium du djihadiste

On parle de plus en plus de ces territoires d'Afrique centrale et subsaharienne livrés à leur tour au djihadisme. La radicalisation et l'envie de combattre au nom d'une idéologie extrême sont là-bas aussi classiquement le fait de la pauvreté et de l'injustice, ont conclu des experts de l'ONU après avoir mené l'enquête. Ceux-là estiment sans surprise que la religion sert avant tout de catalyseur, souvent exploité par les extrémistes pour légitimer l'usage de la violence. Beaucoup plus étonnant : ils jugent qu'un enseignement religieux approfondi peut prévenir un déferlement de violence. « *Approfondi* » ? Sans doute : on sait que les extrémismes se nourrissent de fausses croyances. De là à se décharger sur la mosquée et sur l'imam de la responsabilité d'aider ces régions à se développer, il y a comme qui dirait de l'abus. Ou alors, rien ne vaut un peu de religion pour donner au peuple son opium. Qu'en dites-vous, Karl ? (AV)



## Eau de javel

Ça ne s'invente pas. L'église s'appelle Saint-Christophe de Javel. Elle est située dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris et a accueilli en août dernier une communauté musulmane proche. La salle de prière dédiée à la religion islamique avait en effet subi un important dégât des eaux lors des orages qui ont frappé la capitale française en juillet. Un geste de solidarité interreligieuse dont se félicitent les deux communautés, mais aussi le rabbin de la synagogue voisine, qui a également offert son aide pour les travaux de la salle inondée, ainsi que le maire (LR) de l'arrondissement.

On applaudit : il n'y a pas si longtemps, *Espace de Libertés* a consacré un article à la conception et à la construction d'un lieu de prières interreligieux en Suisse. Une belle initiative qui avait néanmoins pris des plombs à être formalisée et réalisée, alors qu'ici c'est l'absence de plombier qui a permis au courant de passer. Mais n'en dites rien : on l'a appris par une fuite... (AV)

## Faux-culs

Qui suit les publications scientifiques et médicales sait qu'il existe des études sur tout. Sur tout et surtout sur son contraire. Au bout du compte, c'est à se demander si le but ultime de certains périodiques n'est pas de fourguer à leurs lecteurs un maximum d'antidépresseurs. C'est ainsi qu'une étude de chercheurs de l'Université de Stanford, publiée

dans le *Journal of Personality and Social Psychology*, affirme aujourd'hui qu'une intelligence artificielle est capable d'identifier l'orientation sexuelle d'hommes et de femmes à partir de photos de leurs visages. Avec un degré d'exactitude allant jusqu'à 91 %. Bigre.

Les chercheurs se sont basés sur un corpus de 35 000 photos récoltées sur un site de rencontre américain où les gens affichent leurs préférences sexuelles. Ils ont alors demandé à l'intelligence artificielle de faire le tri entre les visages des hétéros et des homos. Eh bien, ça « matche » la plupart du temps, s'enorgueillissent les scientifiques (qui n'ont manifestement lu ni *Le Roi des Aulnes* de Michel Tournier, ni la littérature portant sur les expériences menées dans les camps nazis). Ils se disent toutefois inquiets – excusez du peu – de l'emploi qui pourrait être fait de leurs méthodes là où les LGBT sont persécutés. (AV)

## Gant de tweets

Pataquès autour de Theo Francken, de l'ambassadeur du Soudan et des migrants soudanais du parc Maximilien. L'opposition taille un uniforme de la Wehrmacht au secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration qui « like » ça. Un tabou qui s'effondre, un ! Bien sûr, rien n'est clair dans cette histoire où un ancien ponte de la Sûreté soudanaise passé dans la diplomatie se retrouve à faire le tri parmi des clandestins dans un pays qui se veut un modèle en matière de droits de l'homme. Soit. Et bien sûr personne ne veut d'une nouvelle jungle de Calais chez soi. En attendant, la parole se libère, comme disait l'autre. Francken, qui passait pour un histrion du nationalisme flamand il y a seulement trois ans, est désormais l'homme le plus populaire au Nord du pays. Il marque de surcroît des points chez les francophones. « *Une main de fer dans un gant de tweets* » : voilà un bon slogan pour les élections. (AV)

# Le bonheur n'est pas une injonction... philosophique !

Auteur prolifique, philosophe et chroniqueur auprès de différents journaux français, Roger-Pol Droit récuse la « philobonheur ». Comme l'affirmait Nietzsche : « Le propre de la vie, c'est de dire oui à la totalité. » Et d'avancer dans l'espace libéré par la double éviction du bonheur et du malheur, dans une approche très bouddhiste. Explications.

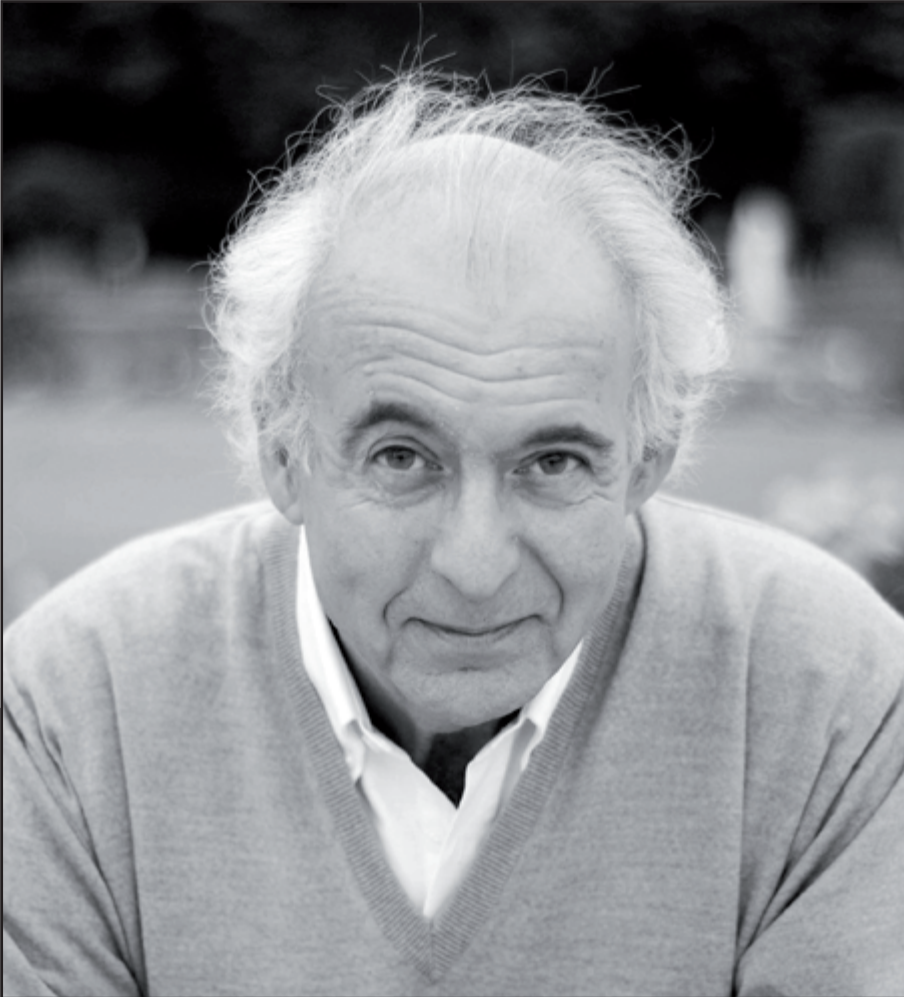
Propos recueillis par Jean Cornil  
Essayiste

**Espace de Libertés : Vous avez écrit : *La philosophie ne fait pas le bonheur. Vous n'êtes pas tout à fait d'accord avec ce lieu commun de la « philobonheur » ?***

**Roger-Pol Droit<sup>1</sup> :** Non, en tout cas avec la forme qu'a prise aujourd'hui ce que j'appelle cette « philobonheur », parce qu'on nous explique à longueur de magazines, d'émissions, de publications que, finalement, la philosophie aurait comme principal objectif de rendre les hommes heureux, puisque tous le désirent. Épicure, le premier, disait : « *La philosophie a pour objectif, par des discours et des raisonnements, de nous rendre heureux en chassant nos craintes, la peur de la mort, en nous assurant la sérénité par la raison.* » Sauf que chez les anciens, ce n'était pas garanti. Les stoïciens disent même que le Sage n'est peut-être qu'une fiction et que jamais aucun homme n'a atteint cet

idéal. Le bonheur constituait une sérénité de l'âme. Ce n'était pas un bien-être qui élimine, comme le nôtre aujourd'hui, le négatif. Je n'y crois pas une seconde. Je pense que le travail du philosophe consiste plutôt à critiquer ce type d'illusions. Kant nous explique que le bonheur n'est pas une idée philosophique, puisque finalement, chacun s'en fait sa propre cuisine et son image. Et puis, Nietzsche, duquel je me sens très proche, avance que, finalement, le propre de la vie, c'est de dire oui à la totalité. Cela ne signifie pas qu'il faut aimer la souffrance, qu'il faut souhaiter le malheur, mais que dire oui à la vie, à l'amitié, à la jouissance, au plaisir, à la beauté, à l'extase, à l'amour, c'est aussi forcément dire oui à la trahison, à la saloperie, à la cruauté, à l'horreur. Parce qu'il n'y a qu'un seul lot. Ma conviction, c'est que nous devons perpétuellement nous efforcer de combattre le négatif, de minimiser

<sup>1</sup> Interview réalisée en juin dernier lors de la conférence organisée par le CAL de Charleroi.



*Les prophètes de bonheur ne sont qu'illusion !*

la misère, la maladie ou l'horreur. Mais que l'idée d'un monde « bisounours » dans lequel tout cela aurait disparu et où nous pourrions, parce que nous allons positiver, transformer le monde juste en transformant nos idées, il me semble que c'est une illusion.

**Vous êtes opposé à cette idée d'un bonheur obligatoire et coercitif ?**

Oui, il faudrait, aujourd'hui, être heureux tout le temps et partout, au

lit, au travail, à table... Cette obligation d'euphorie est évidemment illusoire. C'est comme s'il s'agissait d'anesthésier les êtres humains pour les empêcher de voir la face négative du monde ou sa dureté. Il s'agit, à mon avis, d'une forme de totalitarisme doux, heureux, où l'on a l'obligation de sourire en permanence et où des dimensions aussi profondément humaines de l'existence que l'inquiétude, le malheur et la tristesse deviennent en quelque

sorte non seulement malvenues, mais obscènes, inconvenantes.

**S'agit-il d'une spécificité occidentale ? Vous êtes un spécialiste de la pensée indienne. Retrouve-t-on cette forme d'imposition du bonheur en Asie ?**

C'est profondément différent parce qu'il y a, dans le bouddhisme en particulier, l'idée de trouver une forme de sérénité. Mais celle-ci met à l'écart, aussi bien le malheur, que ce que nous appelons le bonheur comme l'euphorie, la réussite... Autrement dit, le bouddhisme, c'est essentiellement la voie du milieu. Pas du tout comme un juste milieu qui serait en quelque sorte le point entre les antagonismes, mais en mettant à l'écart les choses opposées. Il s'agirait finalement de mettre le bonheur et le malheur à l'écart et d'avancer dans l'espace qui est libéré par cette double éviction.

**Comment expliquez-vous que certains s'excluent du « nous » collectif, de l'empathie ? Je pense évidemment aux « barbares » d'aujourd'hui, aux dictateurs, aux tragédies de l'histoire.**

Prenons deux figures distinctes, mais qui ont en commun de pouvoir tuer un enfant en le regardant dans les yeux : c'est le nazi dirigeant un camp d'extermination ou le djihadiste de Daesh tuant une petite Yezidie. Il s'agit d'une rupture fondamentale de ce lien affectif et immédiat qui nous relie. Mais au nom de quoi ? Finalement, la barbarie, c'est de pouvoir faire cela, c'est-à-dire de vitrifier quelque chose de profondément humain en soi au

## **La réalité est toujours faite de lumière et d'ombre.**

nom d'une vérité qui est supposée justifier ce geste. Je crois que le nazi, le djihadiste et bien d'autres éprouvent de l'émotion, se disent qu'ils font quelque chose qui les répugne. Sinon, ce ne serait pas des humains, mais des robots tueurs. Mais ils se sentent finalement autorisés, et même justifiés, pire, glorifiés, dans le fait d'accomplir cette horreur, parce qu'il y a une vérité supérieure, que ce soit le triomphe de la race aryenne ou le califat mondial, qui vient justifier le pire.

**Dans votre livre *Ma philo perso de A à Z*, vous revenez sur cette idée d'effondrement des civilisations sur la base des travaux de l'intellectuel américain Jared Diamond. Quel regard portez-vous sur ces voix relativement pessimistes qui disent que « nous risquons une catastrophe » ?**

Je pense qu'il y a une grande différence entre « nous risquons » et « nous y allons forcément ». (*rires*) Il est vrai que si elle ne fait pas attention, l'humanité peut périr. Mais elle peut risquer de périr x fois au cours de son histoire. L'idée que nous allons nécessairement dans le mur et que, forcément, l'avenir est sombre, est une idée aujourd'hui dominante, mais qui est très étrange. Il me semble que nous devons bien évidemment tous prendre la mesure des risques et des décisions, non seulement individuelles, mais aussi



politiques et collectives pour empêcher des catastrophes. Mais que nous ne devons pas être dans la pensée permanente d'une hantise des apocalypses. Johan Norberg, un historien de l'économie, vient de publier un livre que j'ai trouvé tout à fait passionnant, *Non, ce n'était pas mieux avant !*, qui souligne ce point. Je crois que l'on oublie qu'alors que 40 % de l'humanité vivait sous le seuil de pauvreté voilà 20 ans, il n'y en a plus que 14 %. Autrement dit, 800 millions d'êtres humains sont sortis du seuil de pauvreté depuis 20 ans. Qui le sait ? Qui le dit ? Quand vous interviewez, aujourd'hui, les gens dans la rue, si vous leur demandez si depuis 20 ans, l'appauvrissement de l'humanité s'est aggravé, a stagné ou s'est amélioré, tout le monde dit qu'il s'est aggravé. Beaucoup de gens sont convaincus que les choses vont de plus en plus mal. Je crois qu'il y a des dangers, mais il faut aussi comprendre que la réalité est toujours faite de lumière et d'ombre. Croire que tout le monde peut être heureux tout le temps est la même chose que de s'imaginer que les pires des maux nous attendent nécessairement. Ni l'un ni l'autre n'est vrai.

### **Quels sont les philosophes qui vous inspirent le plus aujourd'hui ?**

Je ne cesse de lire et de relire Nietzsche. Je crois qu'il y a encore énormément de choses à y puiser, à découvrir. Vous savez, Nietzsche, c'est un philosophe difficile. Je ne crois pas l'avoir compris avant au moins la trentaine. Quand je le

lisais jeune, je ne comprenais rien. Je n'entrais pas dedans, en quelque sorte. Or, c'est un philosophe de la perspective, c'est-à-dire que l'on a l'impression qu'il se contredit, qu'il dit à une page l'inverse de ce qu'il formule à la page précédente. Si on a cette impression, on se dit « il est fou » ou « il raconte n'importe quoi ». Alors qu'il faut penser à la façon dont il se promenait. C'est la même chose en montagne : vous ne voyez pas du sommet la même chose que quand vous êtes dans la vallée : vous voyez le village dont vous êtes parti en tout petit et quand vous êtes dans le village, vous voyez les pics en haut. C'est la même chose dans la pensée. Selon l'endroit où l'on se situe et selon la démarche que l'on suit, on a un point de vue différent et c'est ce perspectivisme-là, chez Nietzsche, qui me paraît le plus utile, le plus intéressant, le plus multiple et le plus fécond. †

# L'hôpital, témoin de l'évolution des mœurs

Depuis 40 ans, l'hôpital Érasme est pionnier en matière d'évolutions médicales pour la santé des femmes. Évocation avec trois acteurs majeurs.

Par Françoise Raes  
Journaliste

Deux femmes, un homme : Anne Delbaere, Michèle Warnimont, Yvon Englert. Trois mousquetaires de l'émancipation des femmes en milieu hospitalier et, avec eux, des équipes et des projets qui ont fait bouger les lignes du droit des femmes à disposer de leur corps. Yvon Englert, recteur de l'ULB, formé par Willy Peers et Pierre Olivier Hubinont – deux grandes figures de la dépénalisation partielle de l'avortement –, a fondé à la fin des années 1980 le Centre de procréation médicalement assistée de l'ULB et le Laboratoire de recherches en reproduction humaine. Anne Delbaere dirige la Clinique de la fertilité de l'hôpital Érasme. Michèle Warnimont, sage-femme, est responsable du « Cocon », premier gîte de naissance intrahospitalier en Belgique. Chacun – dans son domaine et avec sa vision – évoque les révolutions médicales qui ont fait bouger les lignes en matière de santé pour les femmes.

## Contrôler sa sexualité

« J'ai fait mon stage de gynécologie chez Willy Peers à Namur. J'étais encore étudiant en médecine et à une époque où l'avortement restait une

## En faisant moins de médecine, on fait de la meilleure médecine.

*infraction pénale* », se souvient Yvon Englert. « Willy Peers n'était pas un militant de l'interruption volontaire de grossesse, il était un militant de la santé des femmes et de leur autonomie de décision. Il était pionnier en matière de planning et de contraception, il donnait des cours de préparation à l'accouchement sans douleur à une époque où ce n'était pas du tout dans la tradition ! Il a profondément marqué ma carrière », explique le recteur de l'ULB.

Le nombre de médecins pratiquant des IVG ne cesse de diminuer alors que la contestation du droit des femmes à disposer de leur corps s'exprime, elle, de manière décomplexée. Aujourd'hui comme hier, l'hôpital est en première ligne dans la formation médicale à l'IVG. « Nous sommes la seule université à avoir dans son curriculum une formation à l'interruption de grossesse y compris pour les médecins généralistes.

*Nous avons incité d'autres universités à faire de même de façon à ne pas devoir former tous les prestataires », explique Yvon Englert. « Ce n'est certes pas suffisant pour répondre au problème du manque de médecins, mais nous restons, à l'ULB, militants dans ce domaine. »*

## Désirer un enfant

Avoir un enfant. Au-delà d'un problème de fertilité. Au-delà aussi de son orientation sexuelle. Le débat qui agite aujourd'hui la France autour de l'ouverture de la procréation médicalement assistée pour les femmes seules et les couples de lesbiennes a eu lieu en Belgique... dans les années 1980. D'abord au sein du monde hospitalier. « *Je me souviens très bien du premier couple de femmes qui est venu à ma consultation* », raconte Yvon Englert. Je leur ai dit : « *Mais non, ici on fait appel au don de sperme pour les cas d'infertilité masculine.* » Elles m'ont dit : « *Pourquoi ? Est-ce qu'on peut en discuter ?* » Et je leur ai répondu : « *Oui.* » Et elles ont eu un enfant. « *C'était en 1982, je m'en souviens très bien. L'argument était de dire : l'insémination artificielle, ce n'est pas un traitement. C'est une manière alternative de fonder une famille. Quand un homme est stérile – ce qui était à l'époque l'indicateur de recours à la banque de sperme –, il n'est pas traité par l'insémination, mais remplacé par le sperme d'un autre homme. De plus, pourquoi est-ce que deux femmes ne pourraient pas élever un enfant ? Et c'est comme ça que nous avons commencé à Érasme même si cela ne faisait pas l'unanimité même*

## Le débat qui agite aujourd'hui la France autour de la procréation médicalement assistée a eu lieu en Belgique... dans les années 1980.

*au sein de l'ULB », se souvient Yvon Englert.*

Le Laboratoire de recherche en reproduction humaine de l'hôpital a été précurseur dans l'aide à la procréation chez les patientes porteuses du VIH. « *À l'époque, ça aussi, c'était contraire à la morale... Même à l'intérieur du service il y a eu des réticences. Les équipes avaient peur, car, en fertilité, on n'avait pas l'habitude de travailler avec des patients infectés par le VIH. Ce fut une expérience passionnante. Comment les liens humains permettent de surmonter les craintes ! Après, l'équipe n'aurait abandonné ce projet pour rien au monde* », évoque Yvon Englert.

Les équipes du laboratoire ont été parmi les premières à travailler sur la préservation de la fertilité chez les patientes cancéreuses à travers les techniques de cryopréservation de tissu ovarien et leur transplantation. Une expertise qui bénéficie à toutes les femmes. En effet, le défi d'aujourd'hui en matière d'infertilité est celui de l'augmentation de l'âge de la première grossesse. « *La biologie*



© Science Photo/Library AFP

*Procréation médicalement assistée, avortements, contraception, lutte contre le sida et les IST : autant d'actions où l'hôpital accompagne les femmes.*

*n'a pas évolué dans ce domaine. Bien que notre espérance de vie augmente, notre vie reproductive, elle, ne cesse, paradoxalement, de se restreindre. Face à cette problématique, nous avons mené une réflexion sur la préservation de la fertilité pour convenance. Cela consiste à préserver des ovocytes pour les femmes qui le demandent et qui ne sont pas encore en couple. Attention, cette technique ne donne pas de certitudes quant à l'avenir d'une grossesse, mais elle élargit un peu la vie reproductive des femmes », explique Anne Delbaere. Ces avancées modifient aussi la manière d'envisager le planning familial : non seulement en*

termes de contraception, mais également de bilan de fertilité. Ce type de services pionniers existe déjà au Danemark. Un domaine qui reste du champ de la recherche – ces tests doivent encore être améliorés – et qui intéresse particulièrement Anne Delbaere.

### **Donner naissance**

« Nous sommes dans une société en mouvement », explique Michèle Warnimont, responsable du Cocon et sage-femme. « Les gens se posent beaucoup de questions : comment je vis, comment je consomme et... comment je mets mon



## Aujourd'hui comme hier, l'hôpital est en première ligne dans la formation médicale à l'IVG.

*enfant au monde. Le Cocon répond à une demande des femmes de choisir la manière dont elles donnent la vie. Il replace l'accouchement dans une dimension symbolique et pas uniquement médicale », poursuit la responsable.*

Le Cocon est un programme de suivi prénatal doté d'un espace d'accouchement naturel géré uniquement par des sages-femmes, intégré à l'hôpital Erasme dans un espace séparé mais connecté à la salle de naissance en cas d'urgence. Une maison de naissance intégrée à l'institution. Une première en Belgique.

« C'est un projet tout à fait passionnant », explique Yvon Englert. « C'est un projet d'empowerment très fort de la patiente qui répond à une demande de personnalisation de la prise en charge médicale. La littérature obstétricale – et nos recherches au Cocon l'ont confirmé – montre qu'en sortant les grossesses qui ne présentent pas de risque des protocoles médicaux traditionnels, on diminue, entre autres, le taux de césariennes », explique le professeur Englert.

Bref, en faisant moins de médecine, on fait de la meilleure médecine. Un projet révolutionnaire dans un centre universitaire centré sur les

pathologies lourdes et la technologie de pointe. « On a trop confondu grossesse et maladie, explique Michèle Warnimont. « Il fallait mettre les moyens nécessaires pour sauver les mères et les enfants, mais on se rend compte aujourd'hui que ce n'est pas nécessaire pour tout le monde. Les gynécologues sont formés à la pathologie alors que les sages-femmes sont d'abord formées à garder les femmes en bonne santé. Le Cocon est l'aboutissement d'une réflexion de plus de 20 ans entre les gynécologues et les sages-femmes au sein du département. Il y a d'ailleurs un effet "Cocon" également dans la salle d'accouchement de l'hôpital. Notre travail a permis une prise en charge plus douce et un accueil du bébé pour les femmes qui ont besoin d'une césarienne, c'est ce qu'on appelle la "gentle césarienne", ainsi que la mise en place d'une clinique du siège pour les femmes qui souhaitent accoucher par voie basse. La continuité avec la salle d'accouchement et la maternité permet au Cocon d'exister, les relais entre nous sont excellents », conclut Michèle Warnimont.

Bref, le meilleur des deux mondes et un concept innovant de soins où patientes et soignant.e.s sont partenaires. Au-delà des problèmes de formation des médecins, de la politique des soins de santé actuelle et des questions de gestion hospitalière. Mais c'est un autre débat. Ou peut-être pas. 🌱



« À qui appartient le corps des femmes ? »

Conférence organisée à l'ULB à l'occasion des 40 ans de l'hôpital Erasme

Le 12 octobre 2017 à 18h30

Campus Erasme, amphithéâtre J

# Les identités religieuses confirment leurs assises

Le fait religieux vivrait-il une nouvelle jeunesse ? Ces dernières années, et particulièrement en 2016, le débat sur les religions et la laïcité a refait surface avec plus de vigueur. Un regain d'intérêt pour un certain « catholicisme culturel » apparaît, parallèlement au difficile positionnement d'un « islam de Belgique ». Défrichage du sujet avec Caroline Sägerser, co-auteure du rapport ORELA.

Par Sabine Schrader  
Journaliste

Quel est l'état des religions et de la laïcité en Belgique ? Le dernier rapport ORELA<sup>1</sup> apporte son lot de réponses et un constat interpellant : la question du religieux revient en force dans le débat public ces dernières années. Sur fond d'actualité marquée par les attentats à Bruxelles, le 22 mars 2016, ces drames semblent avoir réveillé les consciences. Sans pour autant sombrer dans le repli identitaire cher à certains extrémismes, on assiste à un retour à des filiations culturelles ou religieuses plus marquées. Notamment pour ce qui est de la religion catholique. Pourtant, la désaffection des lieux de culte poursuit sa progression, tout comme la crise des vocations pour les prêtres. De moins en moins de catholiques se disent pratiquants. C'est donc une autre forme d'intérêt pour le catholicisme qui apparaît, plus ponctuelle, plus culturelle. Les pèlerinages rassemblent davantage de marcheurs, tandis que les abbayes sont chaque fois plus nombreuses à ouvrir leurs portes aux visiteurs. « *Le catholicisme représente un héritage culturel pour une*

*majorité de Belges* », explique Caroline Sägerser, chercheuse à l'Observatoire des religions et de la laïcité de l'ULB et auteure du rapport. « *En tant que religion historiquement dominante en Belgique, on a un rapport au catholicisme plus ou moins distendu, que l'on soit croyant ou non. Mais se définir comme catholique aujourd'hui comporte aussi une dimension culturelle qui est renforcée par la présence marquée de la religion musulmane.* » Parallèlement, on note aussi qu'un nombre croissant de citoyens se réfère à la laïcité. Une contradiction ? Pas vraiment : « *La démarche est la même, résume Caroline Sägerser, selon les sensibilités, il y aura un retour à la religion catholique pour les uns ou à la laïcité pour les autres, qui ne veulent plus entendre parler de religion dans l'espace public.* »

## Vers un « islam des Lumières » ?

Il est vrai que l'année 2016 a été marquée par l'omniprésence de la question du religieux dans l'espace public. Après les attentats du 22 mars, les

<sup>1</sup> Caroline Sägerser, Jean-Philippe Schreiber et Cécile Vanderpelen-Diagre, *Les religions et la laïcité en Belgique*, rapport 2016, Observatoire des religions et de la laïcité de l'Université libre de Bruxelles, juin 2017, 81 pages.

représentants des différentes organisations religieuses ont pris la parole pour « *condamner la violence et appeler à la cohabitation harmonieuse des citoyens de différentes religions et convictions* »<sup>2</sup>. Nous sommes cependant confrontés à la représentativité de ces responsables, qui se retrouvent du jour au lendemain porte-parole d'une communauté, avec laquelle ils partagent une conviction religieuse.

Du côté des pouvoirs publics, on évoque l'espoir d'un islam compatible avec les principes démocratiques, un « islam des lumières », en formant à l'avenir des imams « modérés ». « *Mais se pose la difficulté de la formation des professeurs*, souligne l'auteure du rapport. *C'est d'autant plus difficile que nous sommes dans une société basée sur le principe de la séparation entre Églises et État. On n'a pas de pouvoir coercitif pour imposer des imams formés en Belgique. Mais en soi, et même si elle n'est pas aussi rapide qu'on le souhaiterait, l'évolution vers cet islam "apaisé" a lieu.* »

### État laïque ou neutralité de l'État ?

Face à ce constat d'une nouvelle prépondérance de la question religieuse, le débat autour de la laïcité de l'État est à nouveau, lui aussi, à l'ordre du jour. Pour certains, l'inscription de la laïcité dans la Constitution serait une réponse à l'affirmation identitaire et religieuse. Et, indirectement, la solution à une série de problématiques récurrentes et médiatisées comme le port de signes convictionnels au travail ou à l'école. D'autres préfèrent parler de neutralité

## L'année 2016 a été marquée par l'omniprésence de la question du religieux dans l'espace public.

de l'État. « *Il n'y a pas de différence marquée entre laïcité et neutralité*, précise Caroline Sägerser. *La laïcité implique une mise à distance des pouvoirs publics, tandis qu'un État neutre met sur pied d'égalité toutes les confessions, y compris celles qui sont minoritaires. Mais le concept d'État laïque a perdu cette notion de patrimoine commun et suppose, pour la plupart des gens, un État sans religion, ce qui n'est pas le cas. Il faudrait se référer à la laïcité telle qu'elle est traduite au Nord du pays, qui lui préfère la notion de libre examen.* »

### Quid de la reconnaissance du bouddhisme ?

Le cas du bouddhisme en Belgique est interpellant : importé par les Asiatiques, il connaît un certain succès auprès de plus en plus d'Occidentaux qui y puisent une véritable philosophie de vie. Mais il n'est toujours pas reconnu par les pouvoirs publics. Pourtant, l'Union bouddhique belge a bénéficié d'une subvention en 2008, une première étape dans cette reconnaissance. Mais depuis, plus rien. Les raisons de ce retard restent confuses : « *Il est possible que les pouvoirs publics redoutent un "appel d'air" de la part d'autres groupes, comme les Églises chrétiennes orientales ou les Alévis qui ont également déposé une demande de reconnaissance*, avance

<sup>2</sup> *Idem*, p. 76.

*Les gens sont de plus en plus réduits à leurs identités religieuses.*

© Orela AFP/Godong Robert Harding



Caroline Sägesser. *Dans la société pluraliste contemporaine, il devient difficile de gérer un système de reconnaissance et de financement public de certaines communautés convictionnelles, particulièrement en l'absence d'une législation organique qui déterminerait des critères de reconnaissance. Maintes fois évoquée, une telle législation ne semble cependant pas en passe d'être adoptée.* »<sup>3</sup>

Une hésitation étonnante alors que, dans le même temps, le fait religieux est omniprésent dans le débat public, ce qui amène Caroline Sägesser à s'interroger sur l'avenir : « *Je suis frappée de voir comme on réduit actuellement les gens à*

*leur identité religieuse. Ce n'est peut-être pas la meilleure façon de tisser des liens et d'ouvrir le dialogue. Il y a d'autres sujets sur lesquels améliorer le "vivre ensemble" et l'émancipation des gens.* »

Pourtant, le fait religieux pèse aussi de plus en plus dans la sphère du politique, qui fait largement appel aux organisations convictionnelles pour travailler à la paix et à la cohésion sociale. Un paradoxe dans un pays qui envisage d'inscrire la laïcité dans sa Constitution. ✝

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 58.



Une interview de Pascal Chabot

# Résister, penser, philosopher

---

Dans son livre « Exister, résister », le philosophe Pascal Chabot s'interroge sur le tourbillon qui traverse nos sociétés et laisse l'homme impuissant à l'heure de la numérisation, de la financiarisation outrancière et de l'attrait populiste. Il en ressort un plaidoyer éclairant pour remettre l'humain au cœur du système.

---

Propos recueillis par Pierre Jassogne  
Journaliste

---

**Espace de Libertés : Vous revenez sur la notion de système, si souvent évoquée dans le discours ambiant. À vos yeux, il est, avant d'être un monstre idéologique, une création technique. Vous en parlez comme d'une structure délimitée par des vitres, proposant des sièges que les plus adaptés d'entre nous occupent derrière des écrans.**

**Pascal Chabot :** Ces constituants sont emblématiques du système face auquel les humains adaptent leurs vies, en fonctionnant de manière duale : on ne peut être que d'un côté ou de l'autre. Les vitres deviennent souvent des frontières infranchissables, semblables à des murs de verre, qui isolent autant qu'ils excluent. Il manque aussi tant de places et d'emplois, de lieux où l'individu pourrait se sentir investi d'un rôle à jouer. Quant aux écrans, ils accélèrent nos existences et les rendent frénétiques et éclatées. De la sorte, l'objet trans-

forme l'humain en orientant sa quête. Cette transformation impose aussi des mutations intellectuelles. Il ne s'agit ni de critiquer le système, ni de le disculper, mais de montrer qu'il est profondément souffrant et que cette souffrance déclenche des forces qui se retournent contre lui.

**C'est la raison pour laquelle notre époque doit penser ces forces ?**

En effet, le système est la résultante des puissances qui le façonnent : circulation, numérisation, financiarisation s'exercent sur les êtres et les choses et sont au fondement du mode d'existence contemporain. Notre époque a trop masqué, sous la notion commode de système, des processus déterminants, qu'elle ne remarque plus tant ils lui semblent naturels et intangibles. La politique n'est alors plus possible, entendue comme art des rapports de force. Si tout n'est que

contrôle et communication, les débats sur les directions à suivre comme les divergences sur les politiques à mener disparaissent derrière le savoir d'experts qui pensent qu'une régulation fine du système suffira à lui permettre de garder le cap. Il faut réfléchir autrement : c'est en méditant sur les forces en présence, sur leurs rapports, sur les résistances et les déformations qu'elles peuvent opposer ou subir, que l'on pourra s'extraire de cette mentalité gestionnaire. Une tâche urgente et difficile.

## Résister, c'est d'abord comprendre : tel est le rôle de la philosophie.

### Avec des individus perdus dans ces nouveaux rapports de force ?

Tout à fait. C'est la première des grandes mutations qu'impose le passage des forces aux ultraforces. Leur effet est toujours de cliver la réalité à laquelle elles s'appliquent : les hommes sont ainsi pris dans ces jeux de forces. Ils sont redistribués en deux camps, celui des agents de l'ultraforce et celui de ceux qui auront à la subir. Les premiers sont du côté prometteur de l'histoire, mais à côté de ces servants de la force, se trouvent ceux qui la subissent sans l'avoir désiré. Ceux-là constituent l'immense majorité.

### Vous parlez même d'un anti-rapport imposé par ces ultraforces.

La ruse de l'ultraforce est de ne pas apparaître comme une relation. Elle n'est pas le fruit d'un dialogue. Elle n'est pas un pouvoir politique parmi d'autres : elle s'impose sans négociation, régit sans discussion, règne sans État. Le rapport est à sens unique : il se réduit à une suite d'actions émanant toujours du plus puissant. Elle n'a pas de maître : les grandes banques systémiques ou les colosses du numérique ne sont pas réputés recevoir des ordres ailleurs. Avec pour conséquence un sentiment d'impuissance, ou du moins de difficulté d'agir, qui impose sa tonalité particulière à la vie politique



Pascal Chabot,  
« Exister, résister.  
Ce qui dépend  
de nous », Paris,  
Presses universi-  
taires de France,  
2017, 252 pages.  
Prix : 18 euros

### Par ailleurs, ces forces nouvelles, comme la numérisation ou la financiarisation, transcendent les catégories avec lesquelles la pensée occidentale opère depuis les Grecs...

Elles produisent des bouleversements majeurs. En quelques années, elles se sont imposées en reconfigurant la structure d'un monde qu'elles dominent et qu'elles font muter. Les forces ont changé de nature pour des raisons qui tiennent autant à la technique qu'à l'économie et à la démographie. Les stratégies régulatrices anciennes ne peuvent y faire face. Le fait contemporain, c'est le déploiement sans précédent de la force, la transformation rapide du monde, l'omniprésence de l'énergie, le culte de la puissance et de l'intensité ainsi que le retour politique de discours populistes, voire martiaux. C'est la raison pour laquelle j'appelle ces forces des ultraforces, terme qui dénote la puissance en acte. Il désigne ainsi un phénomène devenu disproportionné par rapport à la perception humaine.

contemporaine, alimentant le doute sur les capacités des social-démocraties à faire face aux défis posés par les mutations rapides du monde.

**Et cet anti-rapport engendre une surenchère des forces dont une des incarnations est le populisme...**

Les ultraforces du système, qu'elles soient de financiarisation ou de numérisation, suscitent des vocations chez d'autres ultraforces, d'antisystème cette fois. Le populisme en fait partie. Entre elles se dévoile une surenchère mimétique, l'une se nourrissant des frustrations que l'autre engendre, l'autre profitant des dérégulations que l'une met en place pour encore mieux cliver les êtres.

**Face à cette surenchère, quel peut être le rôle de la philosophie ?**

D'oser une pensée perplexe pour préciser ces relations de l'individu au système. Qu'il le veuille ou non, l'homme est le spectateur inoffensif de logiques qui le dépassent. Les individus méritent mieux que les réductions que produisent sur eux le système et les forces. C'est pourquoi il faut construire une théorie de ce qu'ils sont, parce que le besoin se fait sentir de préciser les relations de l'individu avec le système technocapitaliste qui le constitue, le transforme, le protège ou le détruit. Résister, c'est d'abord comprendre : tel est le rôle de la philosophie. Et c'est en parlant de l'humain que la philosophie est la plus créatrice. 🌱



*« Les antisystèmes et ses défenseurs s'opposent de façon virulente, mais tous deux, pour peu qu'on leur pose la question, peinent à définir la notion. »*



22 L'Allemagne face au défi  
de l'intégration

25 Chili. Un premier pas en avant  
vers le droit à l'IVG

28 Irak. Pour l'autodétermination  
d'un peuple... et de ses femmes





# L'Allemagne face au défi de l'intégration

Avec l'arrivée de plus d'un million de réfugiés en 2015 et 2016, l'Allemagne est confrontée à un énorme défi d'intégration. L'entrée de l'extrême droite à l'Assemblée fédérale est un revers pour les démocrates, alors que le pays a changé radicalement ses positions sur l'immigration depuis 20 ans.

Par Christophe Bourdoiseau  
Journaliste à Berlin

L'entrée de l'extrême droite comme troisième force politique à l'Assemblée fédérale (*Bundestag*) est un choc en Allemagne. C'est surtout un avertissement aux partis établis et notamment aux conservateurs. « *L'AfD (Alternative pour l'Allemagne) remplit un vide laissé par le parti chrétien-démocrate (CDU) d'Angela Merkel. Les conservateurs ne peuvent plus se permettre d'ignorer les inquiétudes de la population* », prévient Markus Linden, politologue à l'université de Trèves et spécialiste des questions d'intégration.

D'après l'Office fédéral des statistiques, la République fédérale comptait en 2016, pour la première fois de son histoire, plus de 10 millions d'étrangers et plus de 18 millions de citoyens d'origine étrangère. En 20 ans, l'Allemagne a changé de visage. Les enfants d'immigrés ont accédé à des postes à responsabilité. Cem Özdemir, dont les parents étaient des immigrés turcs, est aujourd'hui coprésident du parti écologiste (*Die Grünen*) et tête de liste aux élections. Aydan Özoğuz, fille de

*Gastarbeiter*<sup>1</sup> d'Istanbul, est ministre d'État déléguée à l'Intégration dans le gouvernement Merkel.

Les élections du 24 septembre le prouvent : l'immigration est devenue le premier sujet de préoccupation des Allemands. La grande majorité a voté pour une politique d'intégration et pour le respect du droit d'asile. « *Mais la peur de l'islam, attisée par l'extrême droite, risque dorénavant d'être un frein à la politique d'intégration* », estime Markus Linden.

## Retour de manivelle

Si les conservateurs se disputent pour savoir s'il faut limiter à 200 000 par an le nombre de demandeurs d'asile entrant en Allemagne, ils s'alignent sur les autres partis (sociaux-démocrates, gauche protestataire, libéraux ou écologistes). « *À part l'AfD, tous les partis ont le même programme, à quelques nuances près* », constate Oskar Niedermayer, politologue à l'Université libre de Berlin.

<sup>1</sup> Terme désignant les travailleurs immigrés « invités » par l'Allemagne durant les années 1960.

« *Le rapport des Allemands aux étrangers a beaucoup changé au cours des vingt dernières années* », résume Markus Linden. « *L'Allemagne ne mène plus une politique d'immigration, mais une politique d'intégration* », ajoute-t-il. « *Souvenez-vous des années 1990, marquées par la xénophobie et un rejet massif des migrants* », rappelle Anetta Kahane, présidente de la Fondation Amadeu Antonio, une ONG qui lutte contre le racisme et l'antisémitisme. À l'époque, l'Allemagne avait déjà accueilli des centaines de milliers de demandeurs d'asile. « *Mais l'atmosphère était très différente. Les journaux populaires, notamment, menaient des campagnes de haine contre les étrangers* », se souvient Safer Çinar, président de l'association des Turcs de la région Berlin-Brandebourg (TBB). « *Ce n'est plus le cas* », ajoute-t-il.

### La générosité plutôt que la haine

Alors que le chômage dépassait les 20 % dans certaines régions de l'ancienne RDA, les attaques des néonazis qui brûlaient des centres de réfugiés en 1992 à Rostock sous les applaudissements de la population et la passivité de la police avaient choqué le monde entier. Les Allemands ne voulaient pas revoir ces images de haine en 2015 lors de l'arrivée d'un million de réfugiés. « *La vague de générosité de 2015 a été une réponse à cette violence* », estime Gülistan Gürbey, spécialiste de l'intégration à l'Université libre de Berlin. « *Il y a 25 ans, on parquait les enfants dans des "classes de réfugiés" en attendant leur retour au pays. Aujourd'hui, ils apprennent l'allemand dans des "classes de bienvenue"* », explique Çilem Akar, une Berlinoise d'origine

kurde qui aide des migrants, comme des milliers d'autres Berlinoises issues de l'immigration.

### L'intégration, une conviction absolue

Les conservateurs, qui ont affirmé pendant 40 ans que l'Allemagne n'était « *pas un pays d'immigration* », ont complètement changé d'avis. Même l'aile bavaroise et ultraconservatrice du parti chrétien-démocrate (CSU) préconise aujourd'hui l'intégration.



© Omer Messinger/NurPhoto

L'AfD, la droite nationaliste, entre au Bundestag avec 93 sièges.



« *Les immigrants sont devenus des interlocuteurs* », constate Safer Çinar.

Réforme du Code de la nationalité avec introduction du droit du sol, reconnaissance officielle de l'islam comme une religion appartenant à la culture allemande, construction de mosquées, accès plus facile des Allemands d'origine étrangère aux services publics... « *Même s'il reste beaucoup de choses à faire, il y a eu d'énormes progrès* », se félicite Samy Charchira, pédagogue membre de la Conférence sur l'islam, initiée par le gouvernement pour discuter de la place des musulmans en Allemagne. « *Nous avons ouvert cinq centres de recherches universitaires sur l'islam dans les dix dernières années. Les théologiens musulmans sont formés pour qu'ils parlent en allemand et non plus en arabe et en turc* », explique-t-il.

### Une nécessité économique

« *L'Allemagne fait beaucoup pour l'intégration. Cet investissement est très précieux car le pays a besoin d'immigration* », confirme Panu Poutvaara, spécialiste des migrations à l'Institut de conjoncture de Munich. L'économie allemande tourne à plein régime et les entreprises manquent de bras. « *Notre marché de l'emploi est très demandeur* », répète l'Agence fédérale pour l'emploi. Lorsque la génération du baby-boom partira à la retraite, le problème va encore s'accroître. Selon une étude de la Fondation Bertelsmann, le pays aura besoin d'au moins 500 000 immigrants par an d'ici 2050. Dans ce contexte économique très favorable, les réfugiés pourraient

## L'immigration est devenue le premier sujet de préoccupation des Allemands.

résoudre en partie le problème de la pénurie de main-d'œuvre et du vieillissement démographique.

Actuellement, plus de 700 000 postes sont vacants en Allemagne contre 300 000 en 2009. Sans une immigration massive, le « *made in Germany* » mais aussi le système des retraites par répartition sont menacés sur le long terme, préviennent les chefs d'entreprise. « *L'Allemagne doit abandonner l'idée qu'une immigration issue de l'Union européenne sera suffisante. Cela ne suffira pas* », insiste Jörg Dräger, président de la Fondation Bertelsmann, auteur d'une étude sur l'immigration.

Pour réussir cette politique d'immigration, il faut donc répondre d'urgence aux inquiétudes de la population. Pour le comédien et travailleur social Selim Çinar, dont les parents turcs sont arrivés comme *Gastarbeiter* dans les années 1960, le défi n'est donc pas seulement celui de l'intégration : « *On envoie des réfugiés dans les villes d'Allemagne de l'Est où les habitants n'ont jamais connu d'immigration. Il faut préparer les gens à ce genre de situation pour leur enlever la peur de l'étranger* », prévient-il. Sinon, l'extrême droite continuera à gagner du terrain. †

Chili

# Un premier pas en avant vers le droit à l'IVG

Le droit à l'avortement existait au Chili depuis 1931 mais le dictateur Augusto Pinochet l'avait complètement abrogé en 1989. Retrouver un droit partiel a été l'objet d'une âpre bataille. L'Église catholique et les conservateurs n'ont pas renoncé à rétablir l'interdiction totale.

Par Alice Hermine  
Journaliste

*« Aujourd'hui, les femmes ont gagné, la démocratie a gagné et le Chili a gagné », s'est exclamée Michelle Bachelet, la présidente chilienne, ce 21 août 2017. Ce jour-là, le Tribunal constitutionnel chilien valide la dépénalisation partielle de l'avortement, après 28 ans de lutte. L'IVG est désormais autorisée dans trois cas : si la mère est en danger de mort, si le fœtus n'est pas viable et si la grossesse est le résultat d'un viol. La candidate socialiste Michelle Bachelet en avait fait l'une de ses promesses majeures lors de la campagne pour sa réélection à la présidence du Chili en 2013.*

## Marché noir et femmes enchaînées

En 2013 et 2014, deux sordides faits divers relancent le débat en faveur de la dépénalisation de l'avortement. Une fillette de 11 ans, violée à de multiples reprises par son beau-père, est enceinte et ne peut pas avorter. Une autre fille de 13 ans, victime de viol, est obligée de mener sa grossesse à terme alors que

le fœtus est atteint d'une grave malformation cardiaque. Le bébé mourra quelques heures après sa naissance.

Les femmes qui avortent risquent 3 ans de prison. Les médecins et infirmiers, eux, peuvent être condamnés jusqu'à 5 ans de prison. Pourtant, le Chili détient le triste record du taux d'interruption volontaire de grossesse le plus élevé d'Amérique latine. Selon la doctoresse Maria Isabel Matamala Vivaldi, figure du mouvement féministe, entre 70 000 et 120 000 femmes prennent le risque d'un avortement clandestin chaque année, au Chili.

Un marché noir organisé depuis les pays voisins procure des pilules abortives qui se négocient au prix fort, entre l'équivalent de 55 et 165 euros. De nombreuses femmes chiliennes meurent encore des suites de complications et beaucoup gardent des séquelles à vie. Et celles qui se rendent à l'hôpital quand l'avortement a mal tourné



sont souvent dans un état grave. Elles subissent alors un interrogatoire et un traitement brutal, et elles sont souvent dénoncées aux autorités. Elles sont même parfois enchaînées au lit en attendant la police.

### Une Église catholique aux relais puissants

Depuis 1990 et le lent retour à la démocratie, pas moins de dix projets de loi ont été déposés au Congrès, sans jamais aboutir. Il a fallu les cas des deux fillettes violées et plusieurs manifestations des associations féministes pour qu'un projet de loi soit enfin déposé au Congrès, début 2015. Pas moins de 135 organisations de la société civile, parmi lesquelles Amnesty International, ont

lutté contre l'opposition des groupes conservateurs d'extrême droite et de l'Église catholique.

L'Église est notamment montée au créneau par l'intermédiaire de l'Université pontificale du Chili. Cette institution possède UC Christus, le réseau de santé privé le plus important du Chili. Son recteur, Ignacio Sanchez, a déclaré sans ambages que si la loi était adoptée, les 1 200 médecins du réseau ne l'appliqueraient pas.

L'opposition à un avortement thérapeutique, même en cas de viol, bénéficie de relais au sein même de la coalition gouvernementale. La Démocratie chrétienne, qui a pourtant adhéré au programme de la candidate Bache-



© Claudio Reyes/AFP

*Les militantes féministes ont remporté une première victoire pour le droit à l'IVG, au Chili.*

let en 2013, a annoncé que plus des deux tiers de ses députés allaient voter contre le projet de loi. Quant aux parlementaires de droite, ils ont saisi le Tribunal constitutionnel au motif que le texte portait atteinte au droit à la vie qui figure dans la Constitution.

### Une course contre la montre

Plusieurs mois de débats houleux ont été nécessaires pour y parvenir. Un travail souvent interrompu par des insultes proférées par des activistes religieux évangélistes et des groupes conservateurs qui considèrent l'avortement comme un assassinat. Certains membres de la droite continuent à dire qu'en cas de viol, « *il faudrait consulter le violeur pour savoir s'il est d'accord ou pas sur l'avortement, car il est le père* ». Selon une enquête récente, 71 % des Chiliens sont favorables à la loi. Mais seulement 15 % sont pour une libéralisation totale de l'IVG.

Le temps jouait néanmoins contre les partisans de la loi de dépénalisation partielle. Le Tribunal constitutionnel devait décider de la recevabilité du recours le mardi 8 août. Une course contre la montre s'était engagée pour les défenseurs du droit des femmes car le futur président du Tribunal, Ivan Arostica, un conservateur opposé à la légalisation de l'IVG, devait prendre ses fonctions le 30 août. Sa voix pouvait tout faire basculer.

Et puis, le mandat de la présidente Michelle Bachelet se termine à la fin de l'année et l'opposition de droite est favorite dans les sondages. Pour rappel, Michelle Bachelet, pédiatre de formation, divorcée, agnostique, ministre de la

Santé de 2000 à 2002, avait déjà inscrit le droit à l'avortement dans le programme de son premier mandat présidentiel entre 2006 et 2010.

### Des féministes inquiètes

Certes, la date du 21 août 2017 est à marquer d'une pierre blanche dans le combat féministe. Mais cette conquête sociale reste encore incertaine. Non seulement elle ne concerne que 2 % des femmes qui recourent à un avortement, puisque la loi ne le permet que dans trois cas bien précis, mais elle est aussi fragilisée dès le départ.

Le Tribunal constitutionnel a validé l'objection de conscience pour les médecins, chirurgiens, et même toute l'équipe médicale. La présidente du collège des médecins, Izkia Siches, craint que cette extension de l'objection de conscience constitue une obstruction à l'application de la loi. Dans cette optique, pour les féministes militantes, ce sont les médecins et les juges qui décideront toujours à la place des femmes.

### Une vingtaine de pays dans le monde

En Amérique latine, cinq pays interdisent encore totalement l'IVG : le Salvador, le Nicaragua, le Suriname, Haïti et la République dominicaine. La liberté d'avorter sans devoir donner de justification existe seulement à Cuba depuis 1965, dans la ville de Mexico depuis 2007 et en Uruguay depuis 2012. Ailleurs dans le monde, une quinzaine de pays interdisent totalement l'avortement, essentiellement en Afrique. 🌿

Irak

# Pour l'autodétermination d'un peuple... et de ses femmes

Les exactions commises sur la minorité yézidie font partie des pires tragédies perpétrées par l'État islamique lors de l'occupation de Sinjar, en Irak. Les femmes, plus particulièrement, ont subi les pires sévices et une partie de la population s'est réfugiée au cœur des montagnes pour survivre. Reportage au cœur des camps d'exilés, avec les « combattantes de la liberté ».

Par Giacomo Sini  
Reporter

L'occupation de la ville irakienne de Sinjar par Daesh aura duré jusqu'en novembre 2015, soit un peu moins d'un an. Pourtant, sa présence hante toujours les rues, particulièrement autour du vieil hôpital général, au beau milieu d'une ville réduite en ruine par la guerre. C'est ici que, pendant l'occupation, une femme avait été chargée de rédiger un rapport détaillé sur les jeunes filles yézidiennes kidnappées par Daesh, afin d'être vendues comme esclaves sexuelles dans les villes occupées. À l'intérieur, sur les murs de l'hôpital, on trouve encore les empreintes de celles et ceux qui essayaient probablement de fuir, témoignage indélébile de ce sombre épisode.

Les femmes sont *de facto* celles qui ont le plus souffert de l'invasion de la région par Daesh. Les récits douloureux de celles qui ont réussi à s'échapper et de ceux dont les proches sont toujours aux mains du groupuscule islamiste font partie des récits les plus difficiles que l'on affronte au quotidien dans cette

région où vivent 35 000 personnes, dans des tentes plantées dans les montagnes de Sinjar. Une jeune femme sort d'ailleurs de son abri de fortune et nous apostrophe pour une brève discussion : « *S'il est vrai que le monde nous a oubliées, nous, les femmes, avons au moins le courage de nous organiser pour nous défendre pendant cette atroce période. Nous avons créé une milice composée uniquement de femmes yézidiennes, les Unités des femmes Êzîdxan (aussi nommées YJE selon l'acronyme kurde). Cela nous a fait prendre conscience de notre propre force. Nous avons eu le mérite de combattre le monstre Daesh en défendant nos territoires et en sauvant de nombreuses vies de nouvelles attaques* », explique-t-elle.

En effet, on trouve aujourd'hui dans la région du Sinjar – outre la présence massive de Peshmergas liés au gouvernement régional du Kurdistan irakien qui revendique la juridiction du territoire – une forte présence de



*Les « combattantes de la liberté » veulent acquérir une véritable place dans leur communauté.*

YJE qui faisaient partie des Unités de résistance du Sinjar (YBS), une milice yézidie auto-organisée, formée en 2007 pour protéger la communauté des attaques djihadistes. Ces unités étant réunies sous la bannière du Groupe des communautés du Kurdistan (KCK), une organisation qui rassemble tous les groupes inspirés par l'idéologie du dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan.

### Une lutte par et pour les femmes

Non loin de là, un champ de coquelicots s'étend dans le vert de la plaine. À l'arrière-plan, une chaîne de montagnes se découpe sur un ciel bleu. Sans Daesh, encore présent dans un petit village du Sud, à quelques kilomètres de là, ce serait un matin paisible qui invite

à la détente et à la contemplation. Pourtant, cette apparente sérénité est troublée par des ponts détruits, des carcasses de voitures explosées et des murs de ciment improvisés, qui nous rappellent que nous sommes sur la ligne de front. Dans ce paysage désolé, nous atteignons le camp des YJE où une commandante nous accueille chaleureusement et nous invite à l'intérieur pour prendre le thé, avec d'autres combattantes. Cette femme, que nous appellerons Êzîdxan, entre dans le vif du sujet : « *YJE combat non seulement Daesh et ses potentielles attaques, mais nous luttons également pour une société auto-organisée où les femmes jouent un rôle important.* » Jyan<sup>1</sup>, l'une des plus jeunes combattantes, est assise près de la commandante et ajoute : « *Nous*



*voulons nous battre pour une communauté autodéterminée dans le cadre de municipalités autonomes qui régissent le quotidien, tiennent des assemblées et donnent la priorité aux droits de l'homme et à l'autodétermination des femmes. »*

Le but : que les zones libérées puissent s'auto-organiser au niveau local et permettre aux femmes de décider elles-mêmes de la société qu'elles veulent reconstruire.

La majorité des gens qui vivent dans ces campements montagnards sont très reconnaissants envers ces groupes de combattantes. Ces femmes constituent un exemple de résistance d'un nouveau type. Asia, l'une des femmes assises dans le cercle, souligne également l'importance de la révolution de Rojava, survenue dans le Nord de la Syrie. Elle serait parvenue à éliminer la présence djihadiste dans plus de 95 % du territoire, laissant place à un laboratoire social qui tourne le dos au vieux gouvernement baasiste dans la région.

### **L'autodétermination comme moteur**

Après avoir écouté cette discussion animée, la commandante ajoute soudain : *« Sans liberté réelle et conscience du rôle des femmes au sein d'une société, on ne peut prétendre être libre. Daesh représente pour nous la version extrême d'un code de soumission des femmes, déterminé uniquement par des hommes. »* Après une gorgée de thé, elle ajoute avec détermination : *« Toutes ces femmes qu'ils ont assassinées ou vendues comme esclaves dans une violence inouïe, ce sont elles qui prennent aujourd'hui les armes avec fierté pour les combattre, toutes ensemble ! »*

## **Les femmes du Kurdistan et du Sinjar jouent un rôle majeur dans la reconstruction de leur société selon une structure différente.**

Elle conclut ensuite : *« Je voudrais dire à toutes les femmes du monde et à leurs organisations de continuer à se battre pour rompre les chaînes de l'esclavage. Les femmes du Kurdistan et du Sinjar jouent un rôle majeur dans la reconstruction de leur société selon une structure différente. »*

Après avoir écouté sa camarade avec la plus grande attention, Jiyan prend la parole : *« Nous avons montré au monde que lorsque les femmes se rassemblent, personne ne peut détruire leur soif de liberté ! Alors, unissez-vous et continuez le combat pour la liberté des femmes dans un monde libre. Ces milices n'ont pas été créées pour que nous nous sentions plus fortes, les femmes sont déjà fortes ! »*

Le silence irréal des tranchées est brisé par les bruits de la radio qui annonce du mouvement dans un village proche, indiquant que Daesh pourrait tirer des mortiers d'un instant à l'autre.

Il est temps de partir, la situation risque de devenir dangereuse. Nous emportons avec nous les récits de ces combattantes de la liberté qui donnent au monde un espoir concret : celui de voir naître une société différente, même en zone de guerre. 🌱





*Beaucoup de petites filles yézidiées ont été kidnappées et vendues comme esclaves aux combattants de Daesh.*



# Branle-bas de combat citoyen







Pirate, Podemos, Syriza, Oxygène, Tout Autre Chose : en moins d'une décennie, de nouveaux noms se sont inscrits dans la mouvance citoyenne européenne. Un renouvellement activiste qui témoigne d'un vif intérêt pour la « chose politique ».

Même s'ils ne passent pas forcément par les sphères traditionnelles du pouvoir – structures partisans ou les carcans électoralistes –, ces mouvements s'inscrivent clairement dans une volonté de réinterroger nos démocraties représentatives.

Pour atteindre leurs objectifs, ces mouvements piochent allègrement dans la manne d'outils d'*empowerment* que sont les prises de décisions collaboratives, le tirage au sort de citoyens, le référendum, la co-construction de lois ou la gestion de budgets participatifs.

Mais repenser la démocratie ne signifie pas automatiquement la réussite du projet de changement de paradigme. Certains s'y sont essayés avant eux, engrangeant parfois de véritables révolutions sociétales (on songe à l'instauration des congés payés), d'autres s'évanouissant sans grands fracas.

Naviguer hors système relève de l'équilibrisme. D'autant plus face aux *fakes* qui pullulent aussi dans la mouvance antisystème, brouillant par là même l'élan de vitalité démocratique qui anime les véritables nouveaux mouvements citoyens.

# Le grand saut d'époque

---

Tendre vers une nouvelle exigence démocratique : tel est le moteur des mouvements citoyens qui démontrent un activisme croissant en Belgique, comme dans le reste de l'Europe. Écœurés par la « baronisation » du système politique classique et des sphères influentes du pouvoir, ils prônent un fonctionnement plus transparent et participatif.

---

Par Sandra Evrard  
Rédactrice en chef

---

En Belgique, le taux d'abstention aux élections augmente depuis 2010, malgré le vote obligatoire. En 2012, votes blancs compris, un électeur sur cinq en Wallonie et à Bruxelles n'aura pas fait valoir de choix. En France, où le vote n'est pas obligatoire, c'est plus d'un citoyen sur deux qui a boudé les élections européennes de 2014. Cela signifie-t-il que la politique n'intéresse plus ? Ce serait un raccourci erroné. « *Selon un sondage réalisé par le Cevipol en janvier 2016, près de neuf Français sur dix ne font pas confiance aux partis politiques ! Si les citoyens boudent les partis et ne se rendent pas aux urnes, ce n'est pas parce qu'ils se désintéressent des affaires de la cité. C'est avant tout parce qu'ils ne trouvent plus chez eux de débouchés à leurs aspirations* », estiment Élisabeth Lewis et Romain Slitine, actifs au sein du collectif français Démocratie ouverte et auteurs du livre *Le Coup d'État citoyen*<sup>2</sup>.

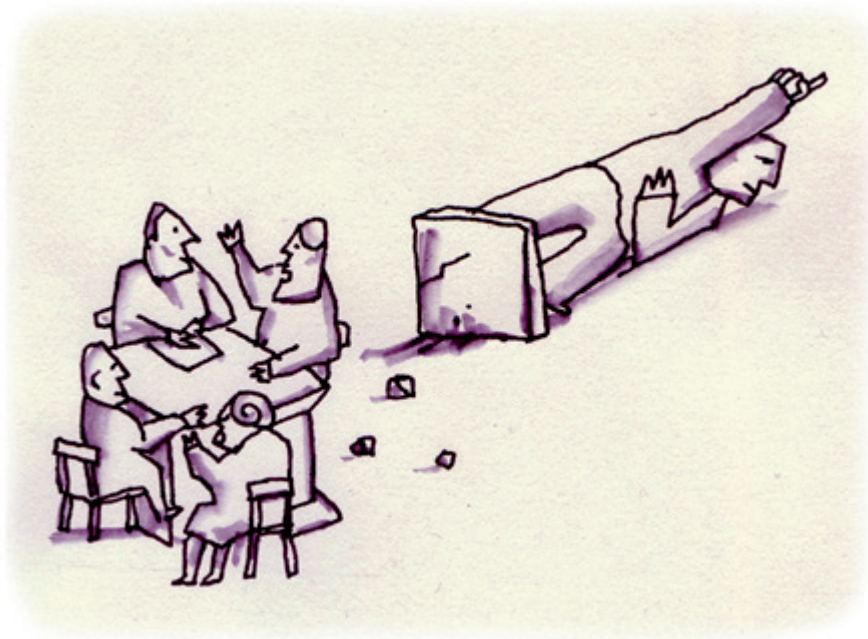
**Ces mouvements interrogent avec une certaine acuité nos démocraties.**

Depuis plusieurs années, une certaine mobilisation citoyenne prend clairement place dans « la cité ». Cela se traduit notamment par des actions très concrètes que l'on pourrait surtout ranger sous le vocable d'« initiatives citoyennes », telles que la création de potagers collectifs, de quartiers durables, de monnaies locales ou de *repair* cafés. Un certain nombre d'entre elles s'inscrivent dans les réseaux des « villes en transition ». D'autres naissent simplement de la volonté d'un petit groupe de citoyens d'agir pour le Bien commun et la collectivité. D'une certaine façon, ces actions revêtent déjà un caractère politique, dans son acception première, c'est-à-dire celle de la gestion, voire de l'autogestion, de la cité. Avec comme effet de pallier les manquements des pouvoirs publics dans certaines sphères, comme celle du logement notamment. La créativité d'associations telles que le RBDH (Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat), le RBDL (Réseau brabançon pour le droit au logement) ou Habitat groupé permet par exemple de trouver des solutions pour les personnes qui éprouvent des difficultés à se loger.

1 <http://democratiedouverte.org>.

2 Élisabeth Lewis et Romain Slitine, *Le Coup d'État citoyen. Ces initiatives qui réinventent la démocratie*, Paris, La Découverte, 174 pages.





En revanche, certains engagements citoyens revêtent davantage la forme de mouvements. Et un certain nombre d'entre eux sont tentés d'investir plus massivement la sphère politique. Il s'agit de mouvements tels que ceux des Indignés et autres héritages provenant souvent de la mouvance altermondialiste. Ils répondent aux mots d'ordre légués par Stéphane Hessel : « *Indignez-vous* », puis « *Engagez-vous* » !

### Fin de l'évidence démocratique

Outre l'intérêt que l'on peut porter à leur dimension socioculturelle, ces mouvements interrogent avec une certaine acuité nos démocraties. « *Fondamentalement, Nuit debout, les Indignés ou encore le mouvement Occupy sont révélateurs de la période particulière que nous sommes en train de vivre : celle de la fin de l'évidence démocratique. En vérité, nous vivons depuis plus de 200 ans dans un*

*mythe. Celui qui a fait du régime représentatif électif l'aboutissement ultime de la démocratie* », estiment Élisabeth Lewis et Romain Slitine. Ces derniers expliquent que nous serions en fait passés d'un système où dominait une aristocratie héréditaire à celui d'une aristocratie choisie. Et de citer Montesquieu pour asseoir leurs propos : « *Lorsque dans la République, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie. Lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie du peuple, cela s'appelle une aristocratie.* » Cette « aristocratie choisie », aujourd'hui transformée en professionnels de la politique, éprouvera rapidement le besoin d'une représentativité claire. Naissent ainsi les partis, dont l'essor, explique le père de la sociologie politique Max Weber, tient au développement du suffrage universel. Mais ce que pointe aujourd'hui du doigt le sociologue et historien Pierre Rosanvallon, c'est qu'un nombre croissant de

citoyens se sentent exclus, coupés du monde des gouvernants, mais aussi des autres « hautes sphères décisionnelles » que sont les médias, le corps judiciaire et l'élite économique. En un siècle, les attentes de la population ont évolué et un fossé s'est creusé, avec un sentiment, pour beaucoup de gens, de ne pas être représentés au niveau du pouvoir qui les gouverne.

### **Combattre la fatigue démocratique par l'innovation**

Outre une remise en question de cette forme de démocratie représentative et une appétence pour une reformulation du concept, que ces activistes citoyens qualifient de « *postélectoral* », on remarque aussi que le système actuel souffre de différents maux. On songe plus particulièrement au rythme de la vie politique, phagocyté par les échéances électorales et les dérives qui en découlent. Mais aussi à la place prise par la partitocratie et une oligarchie gouvernante, avec le déficit de légitimité qui l'accompagne. Pierre Rosanvallon n'hésite d'ailleurs pas à affirmer que le populisme provient en partie de cette fatigue démocratique et de ses dysfonctionnements.

Nourri par les déceptions découlant de ces dérives, le projet du collectif citoyen Démocratie ouverte se centre sur des valeurs censées représenter l'innovation démocratique. Cela s'exprime par davantage de participation et de concertation citoyenne. De même que par une méthodologie horizontale, en opposition aux structures pyramidales classiques et une valorisation de l'intelligence collective, animée par une

## **Une large part de la population ne se contente plus des messes électorales pour assouvir sa soif de participation à la vie publique.**

certaine allergie à une autorité centrale forte. Des concepts très en vogue, avouons-le, et qui devraient permettre, selon leurs *aficionados*, de gagner en efficacité et en légitimité, pour parvenir à une société plus ouverte et transparente.

Finalement, cela renverse les rôles ! Notamment celui de gardien du temple de la vie politique, que l'on ne retrouve plus uniquement au travers des personnalités actives dans les partis politiques traditionnels. Les corps intermédiaires issus de la société civile ou de ces citoyens désireux de s'engager autrement au sein d'incubateurs de démocratie bouleversent les codes. Mais leurs revendications n'en sont pas moins fortes, puisque le but commun se cristallise, pour la plupart de ces mouvements, dans le renouvellement des institutions, la participation à la démocratie, le contrôle de l'action publique et la réintroduction du citoyen dans le jeu politique, en dehors des périodes électorales.

### **Un saut d'époque ?**

Ce besoin de renouveau et de saut dans une nouvelle époque se fait chaque fois plus ressentir dans une large part de

## Les NMC piochent allègrement au sein d'une manne composée d'outils créatifs et collaboratifs.

la population, qui ne se contente plus des messes électorales pour assouvir sa soif de participation à la vie publique. *« Nous sommes cantonnés à la passivité. Nous pouvons choisir nos représentants une fois tous les cinq ou six ans (selon les pays et le type d'élections), mais nous sommes le plus souvent complètement écartés de la façon dont ils prennent leurs décisions ensuite. Comme le résume la militante argentine Pia Mancini<sup>3</sup> dans sa conférence TED visionnée plus d'un million de fois, “nous sommes des citoyens du XXI<sup>e</sup> siècle, faisant de notre mieux pour interagir avec des institutions conçues au XIX<sup>e</sup> siècle et fondées sur des techniques d'information du XV<sup>e</sup> siècle” », expliquent les auteurs du Coup d'État citoyen. Ces nouveaux citoyens engagés peuvent de surcroît compter sur un outil qui a bouleversé ce début de XXI<sup>e</sup> siècle : la puissance du réseau induit par Internet et l'hypercréativité qui en découle. Le militantisme numérique, la viralité des réseaux sociaux et autres plateformes proposées sur le web ont ouvert de nouvelles formes de participation à la vie publique. « Selon Armel Le Coz, l'un des fondateurs de Démocratie ouverte (et également initiateur du programme Territoire hautement citoyens), l'âge du réseau est en train d'esquisser*

*une société où les valeurs comme l'horizontalité, la liberté des contributeurs, la justice sociale, la coopération et une architecture ouverte irriguent progressivement les nouvelles pratiques politiques contemporaines. Ainsi, les Civic Techs se multiplient – ces projets numériques qui déploient de nouveaux outils pour accroître le pouvoir des citoyens sur la vie politique ou rendre le gouvernement plus transparent et collaboratif. »*

### Horizontal ou pyramidal ?

Mais les nouveaux mouvements citoyens (NMC) doivent aussi naviguer au sein d'un paysage politique qui peut se révéler extrêmement instable et imprévisible, comme l'ont démontré différentes élections ces deux dernières années. Paradoxalement, les velléités d'autogestion coexistent avec une attirance pour des figures autoritaires, qui fonctionnent dans un sens diamétralement opposé. *« Quand les temps sont agités, les populismes d'extrême droite trouvent un écho plutôt positif auprès de la population. Début 2016, 47 % des Français estimaient qu'avoir un “homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections” serait une bonne forme de gouvernement pour la France. Par ailleurs, 59 % des Français seraient d'accord pour que ce soient des experts et non un gouvernement qui décident de ce qui leur semble le meilleur pour le pays. Il s'agit là de la deuxième tendance actuelle : une majorité de citoyens estime qu'en cas de tempête, mieux vaut laisser la barre aux spécialistes », expliquent Élisabeth Lewis et Romain Slitine. C'est précisément sur cette vague qu'a surfé le mouvement En marche. Reste à voir si cela correspondra aux attentes réelles*

3 Pia Mancini est également fondatrice du mouvement argentin Democracy OS, créateur du parti la Red (Parti du réseau) qui propose des « élus augmentés », relais de la voix de tous les citoyens, via les votes exprimés en permanence sur la plateforme Democracy OS.

des électeurs. Pour fuir la professionnalisation de la politique qu'elle estimait dangereuse pour la démocratie, car entraînant la démission des gens et privant la politique de nombreux talents, l'ancienne membre du Modem, Quitterie de Villepin, a de son côté créé Ma Voix qui propose aux citoyens de devenir députés par la voie du tirage au sort. Un autre *modus operandi* qui attire, là encore, les NMC, en référence au régime politique athénien. « *Ce foisonnement d'initiatives est source de vitalité pour notre démocratie. En expérimentant de nouvelles procédures (tirage au sort, candidats anonymes, plateformes de décisions collaboratives, démocratie liquide), ces mouvements d'un genre nouveau contribuent à transformer de manière structurelle les mécanismes démocratiques et permettent aux citoyens*

*de formuler leurs choix et de renouveler les espaces de débat. »*

### **Monter au pouvoir : en option !**

On le voit, les NMC piochent allègrement au sein d'une manne composée d'outils créatifs et collaboratifs (référendum, votations, consultations, délégation de vote d'un élu envers un citoyen) pour tenter de redynamiser nos démocraties. C'est l'une des spécificités par rapport aux anciens mouvements sociaux.

Mais ils diffèrent également des précédents de par leur objet ou cœur de cible. Comme l'a souligné le sociologue Alain Touraine, après la défense des ouvriers et des femmes, les mouvements sociaux post-années 1980 prennent à présent la







défense du sujet. Non pas le sujet en tant qu'individu, mais plutôt d'une cristallisation sur des thèmes personnels et moraux, comme la défense des droits de l'homme et de la dignité humaine, accompagnés de revendications liées à des choix de vie. Tout l'enjeu épinglé par Touraine consiste, pour l'être humain engagé dans cette mouvance, à se saisir de lui-même et se construire également comme acteur

social. En cela, les NMC sont le reflet de notre époque et des nouvelles aspirations, tant individuelles que collectives. Reste à voir s'ils outrepasseront leur dimension purement socioculturelle, de même que leur image parfois fort diffuse et s'ils parviendront à véritablement s'insérer dans une cartographie du pouvoir semée d'embûches et de *realpolitik*. ✦

Interview de Jean Faniel, directeur général du CRISP<sup>1</sup>

# Réinterroger la démocratie et changer de paradigme

---

Les échéances électorales de 2018 et 2019 en Belgique vont-elles booster la réactivité des mouvements citoyens ? Oxygène, En marche version noir-jaune-rouge : les petits nouveaux se pressent déjà au portillon. Si l'on peut s'interroger sur la véritable nouveauté de ce phénomène, le besoin de changement semble incontestable.

---

Propos recueillis par Sandra Evrard  
Rédactrice en chef

---

**Espace de Libertés : Un peu partout en Europe apparaissent de nouveaux partis ou mouvements dits citoyens. S'agit-il véritablement d'un phénomène récent ?**

**Jean Faniel :** C'est un phénomène qui est loin d'être nouveau. Mais ce qui est important et frappant, c'est qu'il survient en même temps à différents endroits de la planète. Si l'on étudie l'histoire des principaux partis et les clivages qui ont traversé la société belge, au niveau philosophique, socio-économique et communautaire, on constate qu'ils ont marqué des fractures, conduisant chacun à l'émergence de mouvements qui ont réagi à ce qu'ils estimaient être une domination. Nous avons parfois tendance à voir de la nouveauté là où, finalement, nous avons des phénomènes qui sont récurrents, qui portent aussi les marques, les traces

ou les caractéristiques de leur propre époque. Je ne veux pas amoindrir la dimension de nouveauté, mais il ne faut pas non plus penser que chaque fois, on réinvente complètement l'eau chaude.

**Si l'on compare cela aux mouvements de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (ouvriers, libéraux), nous étions plutôt dans des revendications pour acquérir de nouveaux droits. Est-ce également le cas actuellement ?**

Ce qui est évidemment différent des mouvements du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est qu'à l'époque, il s'agissait de lutter pour la démocratie, pour l'égalité des droits, pour les droits civils et politiques. Aujourd'hui, ce qu'un certain nombre de mouvements demandent, c'est davantage une refondation de la démocratie, avec des critiques qui ne sont pas toutes nécessairement nouvelles,

<sup>1</sup> Centre de recherche et d'information socio-politiques.



mais qui démontrent un essoufflement et une méfiance à l'égard des pouvoirs qui sont prêtés aux groupes d'intérêts financiers, économiques, industriels ou de différents ordres et aux corps constitués. L'idée est aussi présente que la démocratie se réduit beaucoup aux processus électoraux et que les élections sont bien imparfaites. Il s'agit d'une vision qui est probablement tronquée, car la démocratie belge est aussi constituée de toute une vivacité associative, avec des syndicats, des mutuelles, des organisations patronales, qui participent à la prise de décision. D'ailleurs, ils sont partiellement mis de côté par le gouvernement fédéral actuel, ce que certains lui reprochent.

**Dans les mouvements actuels, n'y a-t-il pas une volonté d'aller vers une démocratie participative et beaucoup plus « horizontale » ?**

**Voire proche des mouvements de la transition ?**

Je pense que c'est antérieur à cela, car si l'on remonte un peu dans le temps, le mouvement altermondialiste a quand même beaucoup porté l'idéal de participation, de renouvellement de la démocratie, notamment par la démocratie participative. On se souvient de la manière dont les altermondialistes ont ramené dans leurs bagages et promu le modèle de Porto Alegre. Elio Di Rupo, avant de devenir Premier ministre, a voulu, à un moment donné, importer cette idée de démocratie participative et l'a un peu fait au niveau local, à Mons, avec toute une série de critiques qui lui ont été adressées. Et si on élargit la focale, ce que l'on appelle en Belgique francophone l'éducation permanente est justement fondée sur cette idée

d'associer les publics, entre autres ceux qui sont le plus éloignés de la vie publique, de la réflexion, de la culture, à une participation à la démocratie. Je crois que ce sont des idées fortes et qui restent vivaces dans la société belge. Aujourd'hui, ce terreau peut nourrir la réflexion du renouvellement démocratique.

### **Ces mouvements citoyens surfent-ils sur la fragilisation des partis traditionnels ?**

Certaines organisations veulent rester en dehors du champ politique et *a fortiori* des piliers. D'autres, qui veulent aussi se tenir à distance du champ partisan, souhaitent quand même entreprendre une action politique en tant que groupe d'intérêt et peser sur les partis. Ce qui est clair, c'est qu'il n'y a pas de voie toute tracée. On observe aussi des organisations qui, à un moment de leur histoire, décident de se transformer en parti politique, ce qui n'est pas toujours simple ni souhaité par tout le monde. Cela peut même engendrer des défections. Si l'on prend le cas bien connu de Podemos, en Espagne, la filiation avec le mouvement des Indignés est très nette, mais tous les mouvements Indignés n'ont pas décidé de se transformer en partis politiques. La situation est donc contrastée, avec à la fois des partis anciens qui, même en difficulté, restent dominants à ce stade et la création d'une kyrielle de nouveaux petits partis.

### **À quoi peut-on s'attendre en 2018 et en 2019 ?**

On pourrait penser, au vu du panorama européen et des changements de rap-

ports de force électoraux parfois brutaux, qu'il pourrait y avoir des résultats assez décoiffants lors des prochains scrutins. Vient se greffer là-dessus la situation que l'on connaît depuis trois mois au niveau francophone, qui renvoie à cette image précisément dénoncée de partis dominants, donnant l'impression de songer davantage à leurs propres intérêts ou à leurs querelles, qu'à l'engagement citoyen et au projet de société. On a l'impression que des choses vont bouger sans que l'on puisse véritablement dire dans quel sens, avec quels résultats et sans exclure que l'on revienne finalement au *business as usual*, avec des partis restant globalement dans leurs schémas.

### **Le succès des nouveaux partis en Grèce ou en Espagne, ne serait-il pas dû à la difficile conjoncture socio-économique de ces pays ?**

Depuis la crise financière et bancaire de 2008, l'on aurait pu s'attendre à une contestation du système de financiarisation de l'économie qui aboutirait à la fin du néolibéralisme et des lignes imposées au niveau européen. Il y a eu un an ou deux de flottement, et finalement, ce n'est pas du tout cela que l'on a observé. Au contraire, on parle aujourd'hui d'une troisième vague d'austérité et ce sont plutôt des partis de droite qui se sont imposés. Cela pose la question du changement. L'idée de rupture est globalement présente dans l'électorat et plutôt bien perçue par les appareils de partis, qui vont se saisir de ce changement, mais qui parfois se heurtent à certaines contraintes pour effectivement changer les choses.




## Aujourd'hui des critiques démontrent une méfiance à l'égard des pouvoirs qui sont prêtés aux groupes d'intérêts financiers, économiques, industriels et aux corps constitués.

**Si l'on évoque le cas de « En marche », beaucoup d'électeurs ont exprimé un besoin de renouveau, mais en demeurant dans le schéma d'une politique traditionnelle...**

La campagne française s'est quand même déroulée d'une manière assez particulière, puisque beaucoup d'électeurs ont vu une opportunité dans la candidature de Marine Le Pen, mais beaucoup plus encore comme un repoussoir. L'idée du changement était donc interprétée très différemment par les uns et les autres. Et puis, l'on a cette figure d'Emmanuel Macron qui sort à peu près de l'inconnu et qui va proposer quelque chose qui apparaît comme novateur et rassurant à la fois, avec l'idée que l'on va prendre le meilleur de ce que l'on connaît. C'est un saut dans l'inconnu, mais avec des parachutes qui sont, eux, relativement connus. En même temps, il est là pour cinq ans : il faut aussi, parfois, donner le temps aux politiques pour changer les choses. Si l'on revient sur le terrain belge, on peut se dire qu'en trois ans, le gouver-

nement Michel a mis en place une série de mesures qui engendrent aussi du changement, notamment à long terme, en matière de sécurité sociale et de pensions, par exemple. Pour certaines personnes, c'était bien ce qui était souhaité, alors que pour d'autres, c'était peut-être ce que l'on attendait, mais on s'aperçoit finalement que ce n'était pas vraiment ce que l'on voulait, et pour d'autres encore, c'est ce qui était redouté. Évidemment, c'est peut-être plus facile dans le sens voulu par la coalition fédérale actuelle que pour Syriza, en Grèce, qui s'inscrivait en porte-à-faux par rapport aux lignes directrices européennes, qui l'ont obligé à plier.

**Que penser des expériences de tirage au sort des citoyens en vue de trouver des solutions par rapport à certaines problématiques ?**

L'idée du tirage au sort est assez en vogue depuis quelques années, mais ce n'est pas du tout une nouveauté, puisqu'elle nous ramène à la démocratie athénienne, avec le concept de rotation dans les fonctions. Du côté des partis politiques, on l'envisage parfois, mais comme complément à la démocratie représentative. L'on peut se demander si c'est vraiment cela l'idée de ses défenseurs. En même temps, cela peut donner l'illusion qu'il y aurait les bons citoyens qui, eux, font preuve de bon sens et inspirés par l'intérêt général et des politiciens qui ne sont pas capables de se mettre d'accord. Je ne suis pas convaincu. Des expériences sont menées, il sera intéressant de voir ce que cela donne, mais à ce stade, cela demande encore à être testé et évalué. 

# Repolitiser les citoyens sans parti

---

Né en 2014, Tout Autre Chose a décidé dès le départ de ne pas entrer dans les cases rassurantes de la typologie politique et associative traditionnelle, en cherchant de nouvelles formes d'action. Aujourd'hui, le mouvement veut faire de la politique autrement, mais sans devenir un parti, ni participer aux élections.

---

Par Pierre Jassogne  
Journaliste

---

À ses débuts, le mouvement citoyen n'avait ni programme ni plan de bataille préconçu, si ce n'est un grand combat : la dénonciation des politiques d'austérité. Il a fallu attendre la formation du gouvernement fédéral pour que la réaction s'organise et que naisse en décembre 2014 Tout Autre Chose. À l'époque, il est alors apparu pour beaucoup de citoyens et d'associations comme un antidote à la résignation qui plombe généralement la résistance face aux politiques d'austérité. En trois ans, constitué autour de 200 associations, Tout Autre Chose s'est structuré pour mieux se définir en avançant. Il s'est doté de dix sections locales à Bruxelles et en Wallonie et de dix sections thématiques (enseignement, SNCB...) dans lesquelles dix personnes se réunissent pour penser un avenir différent et sortir du cadre de la pensée néolibérale.

Le mouvement se revendique d'une large diversité sociale, même s'il peine, comme d'autres, à toucher les catégories les plus populaires et les

populations immigrées. Mais qu'à cela ne tienne, Tout Autre Chose n'a qu'un seul objectif au fond, celui de repolitiser les citoyens. *« Nos militants sont plutôt des citoyens qui n'étaient pas engagés par le passé, mais qui ont décidé de franchir le pas, en ne le faisant pas dans d'autres structures. Au sein de Tout Autre Chose, nous voulons mettre en lien et puis populariser des alternatives. C'est une manière de réenchanter la politique »*, explique Olivier Malay, porte-parole du mouvement citoyen. Si une bonne partie des militants, *« pas forcément majoritaire »*, précise Olivier Malay, est vraiment déçue de la politique, estimant que l'avenir ne se situe plus là, Tout Autre Chose veut néanmoins se réapproprier la politique.

## Faire pression sur les politiques

*« Le pari, c'est de constituer un mouvement social, comme on l'a vu dans d'autres pays. Tout Autre Chose doit être une caisse de résonance des mouvements sociaux, explique le porte-*

parole. *C'est en s'organisant qu'on arrivera à faire changer les politiques, et pas l'inverse* », ajoute-t-il. Mais sans jamais devenir un parti politique, comme cela s'est produit pour d'autres mouvements citoyens, en Espagne, par exemple. C'est exclu. Tout Autre Chose ne veut pas faire de l'étiquette « citoyenne » une recette marketing pour prendre le pouvoir. Le mouvement refuse aussi cette illusion que, pour peser sur la décision, il faut se lancer en

politique. *« On ne veut pas se présenter aux élections. Il n'y a d'ailleurs aucune discussion sur cette éventualité, reconnaît Olivier Malay. Il y a déjà beaucoup de partis qui existent et ajouter un parti supplémentaire, c'est courir le risque d'être rattrapé, tôt ou tard, par la politique politicienne et ses logiques que nous dénonçons. Souvent, quand un parti arrive au pouvoir, il finit par gouverner pour les 1 % les plus fortunés. Plutôt que de créer un nouveau parti, Tout Autre Chose veut conscientiser la population et s'orga-*

*niser ensemble pour faire pression sur les politiques », assure-t-il. Par rapport aux partis politiques, le mouvement a également peur de se faire récupérer, même si, en son sein, on trouve quelques militants encartés de manière individuelle.*



Si Tout Autre Chose est apartisan, il n'est pas apolitique. Le mouvement veut d'ailleurs redonner du sens à notre système représentatif, *« en le moralisant et en interdisant le cumul des mandats, en réduisant le salaire des élus pour éviter cette déconnexion avec le citoyen... »* L'autre objectif du mouvement : arriver à des mécanismes de démocratie participative. *« Aller voter tous les quatre ans est insuffi-*

sant », admet Olivier Malay. *« Il faudrait que des citoyens tirés au sort puissent prendre un certain nombre de décisions. On pourrait aussi améliorer les consultations populaires, en en faisant plus, en leur donnant davantage de pouvoir... On pourrait aussi organiser des budgets participatifs. Ce sont des expériences qui existent à l'étranger. Elles fonctionnent et elles pourraient facilement être répliquées chez nous pour arriver à une situation où les citoyens tiennent vraiment leur destin en main plus qu'à travers un bulletin de vote dans les urnes. »*

### **Ni gauche ni droite**

Plus encore, ce mouvement entend dépasser le vieux clivage gauche-droite, *« qui peut démotiver les gens à s'investir. Parce que la gauche a eu tendance à mener des politiques de droite. »* Le mouvement a préféré ne pas s'identifier à ce clivage, en se présentant comme un mouvement social se battant pour la majorité, *« pour les 99 % et pas les 1 % »...* *« C'est plutôt par rapport à ce combat qu'on s'identifie. De manière très majoritaire, nos militants sont de gauche, mais il y a aussi des gens qui ne seraient pas venus si on avait pris cette étiquette. »* Une autre étiquette de laquelle se méfie Tout Autre Chose est celle d'antisystème, un qualificatif souvent attribué aux mouvements citoyens. *« C'est une notion connotée comme étant dans la critique plutôt que dans la proposition. Cela ne correspond pas à notre mouvement qui veut être une force de propositions, en réclamant la réduction du temps de travail ou la gratuité des transports en*

## **Tout Autre Chose ne veut pas faire de l'étiquette « citoyenne » une recette marketing pour prendre le pouvoir.**

*commun, par exemple »,* poursuit le porte-parole.

Quant aux lendemains qui chantent, là aussi, Tout Autre Chose se distingue. *« On n'a pas voulu dire qu'on était de telle ou telle idéologie. Il est important de constituer un front commun contre les idées dominantes, celles du néolibéralisme. Toutes les bonnes volontés prêtes à s'opposer à l'austérité sont les bienvenues, explique Olivier Malay. Cela peut étonner, mais notre société idéale n'est pas clairement définie. Notre seule certitude, c'est qu'elle passera par plus de coopération entre les citoyens, par plus de services publics, par des politiques qui se feront en faveur de la majorité de la population, et non pour quelques intérêts particuliers... Ce sont des balises qui peuvent convenir à des personnes ayant des idéologies différentes. »* 🌱



# Momentum, le mouvement devenu parti

Né d'une volonté de bousculer la politique autoritariste et corrompue du gouvernement Orbán, le mouvement contestataire citoyen hongrois s'est rapidement transformé en parti. Quelles sont ses revendications et la place qu'il occupe dans la société hongroise ? Focus sur ce parti citoyen émergent.

Par Marc Soignet  
Spécialiste des questions d'État de droit  
à la Fédération Humaniste Européenne

Le 16 février 2017, dans une cave au cœur de Budapest, des jeunes se préparent à annoncer l'un des faits politiques les plus marquants de ce début d'année 2017. Malgré la fatigue, une douzaine de militants s'efforce de finaliser un travail minutieux dont dépend le succès de leur entreprise : compter les derniers formulaires de signatures de leur pétition, qui arrivent en flux tendu des quatre coins de la ville. Ce fourmillement, c'est le résultat du labeur du mouvement citoyen Momentum, encore totalement inconnu à peine un mois avant d'être projeté au-devant de la scène politique, suite au succès de sa toute première campagne. « Pensez-vous que la Mairie de Budapest devrait retirer sa candidature à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'été de 2024 ? » : c'est la question que Momentum a posée aux Budapestois et pour laquelle le mouvement a lancé la campagne NOlimpia consistant à collecter 138 000 signatures pour forcer la Mairie à organiser un référendum local. Cette question pourrait sembler

anodine mais, après tout, des questions similaires ont été posées aux citoyens de Hambourg et Munich concernant 2022 et 2024. Sauf qu'en Hongrie, cette question revêt un caractère politique tout particulier.

## Budapest 2024 : symbole du régime Orbán

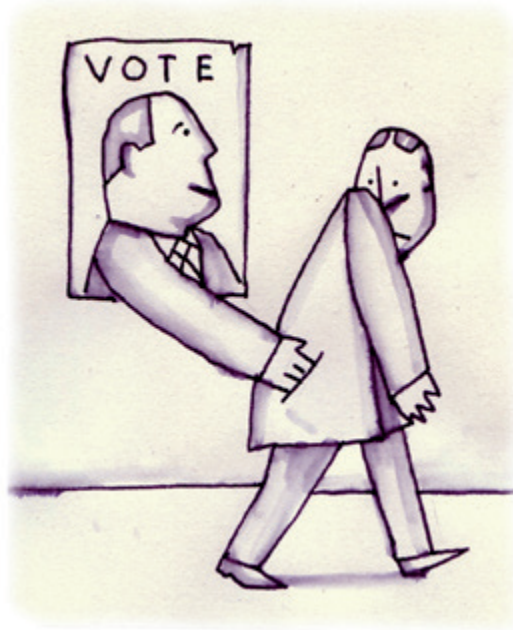
« Imagine que quelqu'un dont tu as de bonnes raisons de douter de la responsabilité financière et de sa fiabilité en général te prenait, sans t'en demander l'autorisation, ta carte de crédit pour aller faire la tournée des grands-ducs dans le centre commercial voisin où tous les commerçants sont ses amis et associés. Et que la liste de courses ou l'enveloppe maximale ne te sont pas communiquées. » Ces mots, tirés de la page « nos arguments » du site web de la campagne de Momentum, résument parfaitement la situation en Hongrie. Soit celle d'un gouvernement qui multiplie les marchés publics dans des secteurs contrôlés par des entrepreneurs proches du parti et qui, depuis le retour

d'Orbán, n'ont cessé de s'enrichir et d'étendre leurs empires commerciaux. Symbole de cette « réussite » : Lóriné Mészáros, ancien dépanneur de chaudières à gaz du village d'Orbán, devenu maire et magnat du BTP, des médias, du vin, des secteurs bancaire, viticole et agricole, du tourisme et de la propriété terrienne et qui a vu son patrimoine s'élever au rang de cinquième fortune du pays en moins de 7 ans. Cet exemple est loin d'être isolé.

En effet, les cas se répètent et se ressemblent : l'État publie un appel d'offres, l'attribue à un oligarque proche du parti qui effectue le travail et rend une facture bien plus élevée que le prix de départ. Tout scandale de corruption ou de collusion est étouffé dans l'œuf par le procureur général, fidèle parmi les fidèles, dont les nouveaux pouvoirs permettent de régner en maître sur le secteur judiciaire. Si nécessaire, une loi de classement de l'information permet de tenir secrètes les données principales de l'opération. Le travail est terminé par les organes de propagande (publics et privés) qui se chargent d'accuser les lanceurs d'alerte d'être des agents de Bruxelles ou d'autres forces étrangères.

### **Une victoire en partie volée**

Momentum ne le sait que trop bien : le projet de Jeux olympiques est à la fois politique et commercial. D'une part, il permet au gouvernement de trouver une nouvelle occasion d'ouvrir les vannes des finances publiques et de canaliser des sommes astronomiques vers cette nouvelle couche de fidèles, dont les empires commerciaux



paraissent servir à masquer l'enrichissement personnel des membres mêmes du gouvernement. D'autre part, un tel projet permet au gouvernement de piéger les partis d'opposition qui auront le choix entre apparaître comme les saboteurs d'un projet national – à qui surcoûts, retards et échecs pourront être facilement imputés – ou se taire et perdre toute chance d'exister politiquement sur le moyen terme.

Fin 2016, Momentum décide donc de tenter une mobilisation de masse en utilisant l'un des derniers recours démocratiques à disposition du citoyen hongrois : forcer le gouvernement à organiser un référendum sur la question. Pour ce faire, il faut rédiger une question dont la constitutionnalité est évaluée par la Commission électorale nationale et recueillir un certain nombre de signatures dans un temps imparti. On notera la différence entre cette campagne et les référendums en



Allemagne où c'est le pouvoir même qui lance le référendum, parce qu'il détecte une fracture dans l'opinion publique. Le 17 février, le résultat tombe : Momentum a recueilli 266 151 signatures, soit presque le double de la quantité nécessaire. Quelques jours plus tard, sans attendre l'annonce officielle des résultats par les autorités compétentes, le gouvernement fait marche arrière et annonce – à travers la voix du maire de Budapest – que la Ville a décidé de retirer sa candidature.

Victoire ? Certainement. Cependant, beaucoup auraient préféré que le

gouvernement ait le courage d'organiser ce référendum et permette à un grand absent de la vie publique hongroise de faire son éventuel retour : le débat citoyen, mis à mal par une décennie de luttes meurtrières entre les forces politiques du pays ainsi que les nombreuses mesures liberticides mises en place par Orbán.

### Une bonne stratégie ?

Peu après le succès éclatant de sa campagne, Momentum a finalement annoncé que le mouvement se transformerait en parti politique et se présen-

terait aux élections législatives d'avril 2018. Le projet est ambitieux et l'enjeu est fondamental dans un paysage politique tel que celui de la Hongrie, avec d'un côté le Fidesz, parti de Viktor Orbán qui met à profit chaque branche de l'appareil d'État et utilise l'argent public afin d'assurer son enracinement. Et de l'autre côté, les partis de « l'opposition démocratique » qui entament leur huitième année de querelles sur les contours d'une coopération qui les a déjà menés à l'échec aux élections de 2014. Enfin, le rôle de premier parti d'opposition est progressivement pris par le Jobbik, parti d'extrême droite à coloration néonazie.

Momentum, qui tente de se profiler au gré d'une nouvelle classe politique émergente, évolue dans ce contexte et fait face, comme la majorité des partis similaires dans d'autres pays, à des attaques de toutes parts. Du côté de la droite, la propagande gouvernementale ne rate pas une occasion de tirer à boulets rouges. À gauche, la situation est plus compliquée : alors que le succès de la campagne NOLimpia avait été accueilli avec un certain enthousiasme par l'intelligentsia et les partis libéraux et de gauche, une progressive méfiance s'est installée, liée à deux points fondamentaux.

### **Exit l'élite politique usée**

Il y a tout d'abord les déclarations, non sans arrogance, de Momentum faisant référence aux « *vingt-sept dernières années* » (comprenez depuis la fin du communisme) et qui paraissent mettre dans le même sac Orbán et sa dérive autoritaire avec les gouvernements

PS et libéraux précédents. Ensuite, il s'agit de la stratégie électorale de Momentum qui écarte toute hypothèse de coopération avec ces partis.

Alors que la nouvelle formation espère siphonner une partie des électeurs de gauche déçus de la paralysie des formations politiques traditionnelles face à Orbán et s'adresser à l'énorme masse des abstentionnistes, les partis de gauche reprochent à Momentum de continuer à diviser l'opposition et donc de favoriser l'obtention d'un troisième mandat par Orbán. Ils mettent en avant le manque d'expérience des dirigeants du parti dont la majorité n'a pas encore 30 ans.

Momentum de rétorquer que contrairement aux partis de gauche qui ne s'intéressent qu'à leur réélection et à la chute d'Orbán, leur parti, lui, essaye de mettre fin à une élite politique usée, minée par le discrédit et les scandales de corruption et ne veut en aucun cas le retour d'une gauche dont les manquements ont permis l'avènement d'Orbán.

Reste que l'électeur républicain anti-Orbán devra décider d'ici moins d'un an entre l'ancienne garde discréditée et le nouveau mouvement dont la jeunesse et l'arrogance inquiètent encore bon nombre d'électeurs. Dernière option : bouder les élections tout en sachant que cette stratégie favorisera les camps les plus mobilisés : ceux du Fidesz et du Jobbik. Rendez-vous en mai prochain pour un bilan de cette séquence hautement périlleuse. 📌



# Petites compromissions entre ennemis

Gouverner, c'est prévoir. Mais toutes les prévisions ne sont pas tenables. Les partis citoyens espagnols Podemos et Ciudadanos ont, eux aussi, appris à renoncer.

Par Achille Verne  
Journaliste

Né en 2014 de la violence de la crise économique et du choix des partis traditionnels espagnols de mener une politique d'austérité, Podemos rassemble trois dynamiques. La première est issue du mouvement des Indignés qui a connu une trajectoire météorique en Espagne. La deuxième résulte de l'investissement politique assumé et coordonné d'un groupe d'universitaires et d'intellectuels. La troisième provient du ralliement, à l'occasion des élections générales du 26 juin 2016, de certaines organisations de la gauche radicale. Unidos Podemos (« Unis nous pouvons ») a obtenu 21,1 % des voix et décroché 71 sièges au Congrès des députés (dont 47 pour le seul Podemos).

Très vite, le parti a voulu gouverner. Ses dix-huit premiers mois ont été marqués par un engagement politico-électoral ininterrompu : élections européennes, nationales, régionales, municipales. Un classique de la démocratie représentative.

Mais comment un mouvement citoyen « indigné » peut-il s'inscrire dans le processus électoral sans être happé par le système qu'il dit combattre ? Sans

doute parce qu'en dépit des débats citoyens à rallonge qu'il affectionne, Podemos fonctionne moins sur un mode horizontal qu'il ne le prétend. Dans son livre *Les Gauches radicales en Europe. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*<sup>1</sup>, le politologue Pascal Delwit (ULB) rappelle que chez Podemos, « le programme et la confection des listes sont le fait d'un nombre réduit de cadres, au premier rang desquels Pablo Iglesias, la figure emblématique du parti ». L'objectif final est de « gagner pour transformer la société ». Il ne suffit pas de dénoncer le système et de rester en observateur au balcon. Il faut le conquérir.

## Après le succès, le désenchantement

Podemos a dans un premier temps engrangé des résultats électoraux flatteurs – notamment aux élections municipales et générales de 2015. Au soir des élections générales de juin 2016, Podemos et ses alliés se sont classés troisièmes juste derrière le parti socialiste ouvrier PSOE. Ce résultat, cumulé à celui obtenu par l'autre parti issu d'un mouvement citoyen qu'est Ciudadanos, a mis fin au bipartisme qui rythme

<sup>1</sup> Pascal Delwit, *Les Gauches radicales en Europe. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles, éditions de l'ULB, coll. « UBlire », 2016, 652 pages.

la vie politique espagnole depuis la fin du franquisme. Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Podemos a connu des déboires. Des dissensions sont apparues en son sein. Et le PSOE a repris vigueur.

Cet été, une interview de Manuel Gari publiée par le site À l'encontre a circulé tous azimuts. On y apprend beaucoup sur la somme de renoncements et de contradictions que représente l'engagement politique traditionnel pour un parti né de l'indignation. Manuel Gari est économiste et membre du courant Anticapitalistas de Podemos. Ce qui le fâche ? L'alliance nouée cet été entre Podemos et le PSOE du gouvernement régional de Castille-La Manche (centre de l'Espagne). Bien que son leader Pedro Sanchez affirme vouloir mettre la barre à gauche, le PSOE reste pour une frange importante de Podemos l'un des deux piliers de la caste politique traditionnelle, l'autre étant le Parti populaire (PP) de l'actuel Premier ministre Mariano Rajoy. *« Pourquoi faire cette première expérience de cogouvernement dans cette communauté autonome ? »*, s'interroge un Manuel Gari extrêmement critique. *« Parce que le secrétaire général de Podemos de Castille-La Manche, José García Molina, proche de Pablo Iglesias, désire gouverner. Il est arrivé à la conclusion qu'exercer des pressions en dehors du gouvernement ne suffisait pas, car cela n'apporte pas une position de pouvoir, de décision, ne bénéficie pas au personnel qui travaille à ses côtés. Il s'agit d'un phénomène qui combine des intérêts matériels,*



*des vanités personnelles, ainsi qu'une absence de fermeté politique. »*

Soif de pouvoir, vanités personnelles, compromissions, tout ce qui fait la politique traditionnelle est ici mis au pilori. Pour Manuel Gari et Anticapitalistas, Podemos aurait dû s'atteler à empêcher la formation d'un gouvernement de droite, c'est entendu, mais depuis les rangs de l'opposition. *« À l'échelle des villes comme à Cadix par exemple »,* poursuit Gari, *« nous ne gouvernons pas avec le PSOE : mais nous avons fait en sorte que le parti socialiste apporte ses voix. Sans cela, il aurait eu des problèmes avec sa base sociale. »*

## Le réalisme politique, plus fort que l'idéal

Podemos aurait ainsi renoncé à sa stratégie initiale : être « *le plus fort à gauche* » – donc être devant le PSOE – avant de songer à gouverner. C'est du moins ce qui fut décidé à Vistalegre, en février dernier. Depuis, la position radicale et majoritaire de son leader Pablo Iglesias s'est teintée de compromissions. Au nom du réalisme politique. Un choix qui laissera des traces. Un profond ressentiment et une grande méfiance existent désormais entre les courants qui traversent le parti et s'opposent sur la stratégie à adopter pour gouverner. Podemos marche sur des œufs. Car la mouvance citoyenne ne constitue pas un monopole dont le parti peut tirer des bénéfices inépuisables. En l'espèce, il doit se méfier sur sa droite de Ciudadanos, le Parti de la citoyenneté, nanti de quelques beaux succès électoraux lui aussi.

Ciudadanos est aujourd'hui le quatrième parti espagnol, respectivement derrière le Parti populaire, le PSOE et Podemos. Le programme de la formation emmenée par Albert Rivera est libéral en économie et progressiste sur le plan social. Il souhaite, lui aussi, une régénération politique, s'oppose à la politique traditionnelle et cherche à gagner en influence dans certains domaines, comme la Justice.

Mais si Ciudadanos affirme d'abord être le reflet de la parole citoyenne, sa participation au pouvoir est tout sauf un tabou. Albert Rivera

## Comment un mouvement citoyen « indigné » peut-il s'inscrire dans le processus électoral sans être happé par le système qu'il dit combattre ? Sans doute parce que Podemos fonctionne moins sur un mode horizontal qu'il ne le prétend.

affirme bien haut et fort qu'il ne contractera pas d'alliance avec d'autres partis s'il n'est pas premier dans les urnes. En réalité, sa formation est habituée aux accords et tractations politico-politiciennes. Ciudadanos soutient ou a soutenu des gouvernements régionaux placés sous l'égide du PSOE et PP. Ce parti né en Catalogne en 2006, qui rejette le séparatisme catalan et la corruption des élites politiques, est d'abord un faiseur de rois. Son discours lisse et libéral-centriste attire l'électeur sans que celui-ci ait à procéder à des renoncements idéologiques. Ciudadanos séduit ceux qui veulent changer le système, mais en douceur, là où Podemos s'appuie sur un ras-le-bol citoyen bouillant et frondeur. ✚

# Pirates dans la brume démocratique

---

Partie de Scandinavie, l'expérience Pirate a fait des émules du combat démocratique participatif en ligne, avec un désir de réveil citoyen sur fond d'enjeu digital.

---

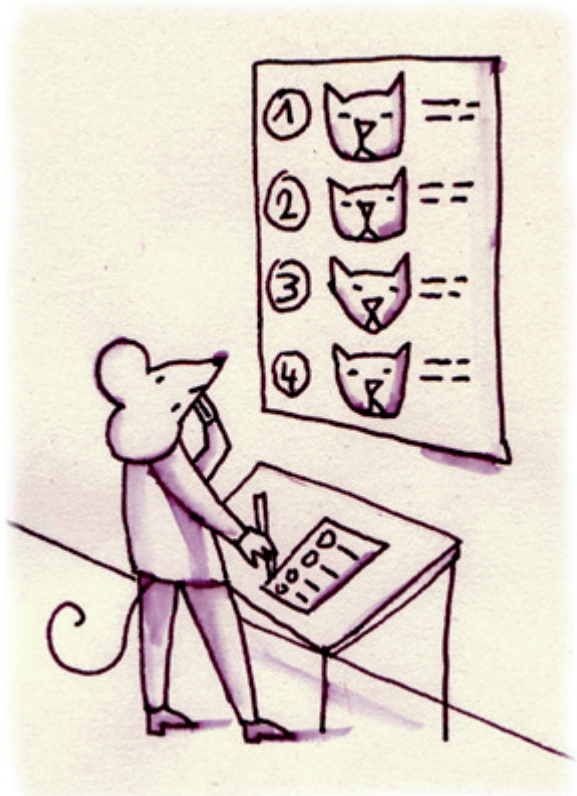
Par Fernand Letist  
Journaliste

---

L'expérience Pirate a lancé son premier grappin sur le système démocratique représentatif traditionnel en 2006, en Suède. C'est cependant en Islande que s'amorcera six ans plus tard son plus retentissant et emblématique abordage, au fil des élections. Emmené par son égérie Birgitta Jonsdottir, le parti Piràtar islandais vole depuis lors de succès en succès. Dès sa première participation aux législatives de 2013, il décroche 5,1 % des voix et trois députés. Ensuite, aidé par le scandale des « *Panama Papers* » qui impliquait le Premier ministre et porté par des sondages s'envolant jusqu'à 36 % d'opinions favorables, l'équipage islandais vogue avec une confiance en acier trempé vers le scrutin législatif d'avril 2016. Bien que le succès soit au rendez-vous pour le Parti alternatif, il se révélera plus relatif qu'attendu. Des sondages radieux à la réalité des urnes, Pirate émergera finalement du scrutin avec 14 % des voix et 10 sièges.

Certes une belle progression mais aussi le révélateur d'un paradoxe : les idées de liberté, de solidarité, de

changement portées par le parti fer-de-lance de la démocratie citoyenne participative séduisent et rencontrent la sympathie d'une bonne partie de la société. Mais pas jusque dans les bulletins de vote. Et à ce



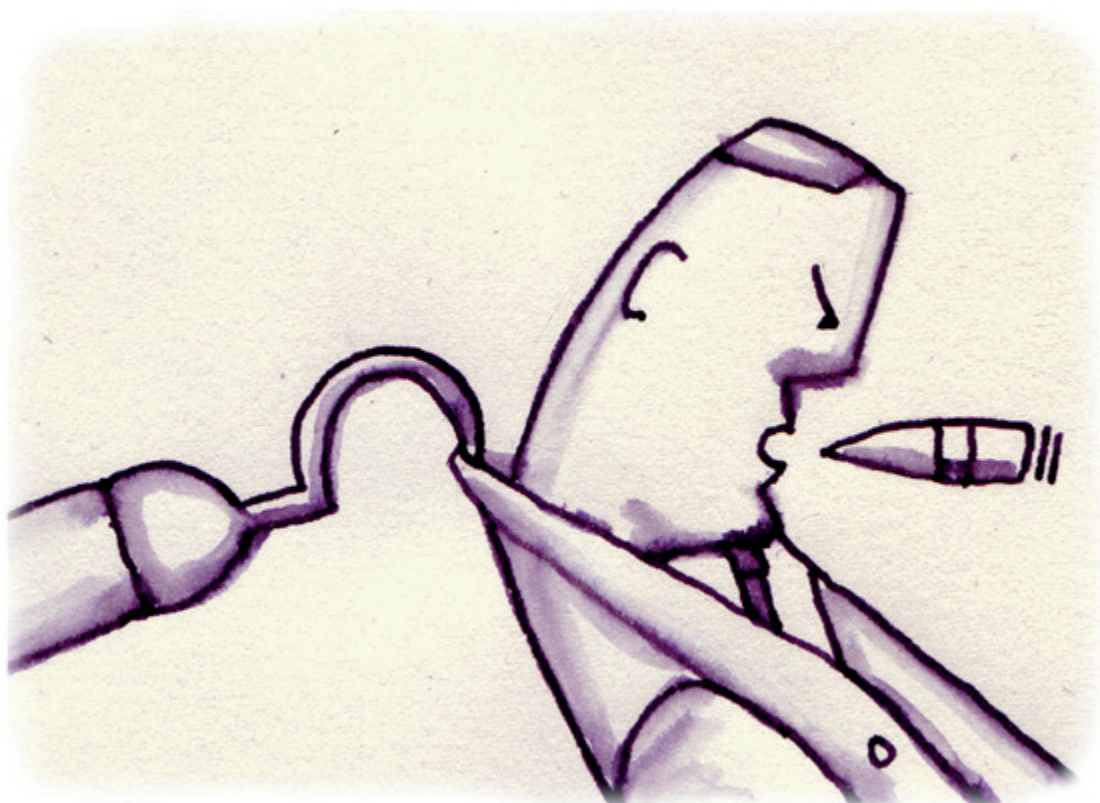


jour, le succès islandais ne s'est pas disséminé dans la soixantaine de pays qui accueillent ce parti.

### **Un nouveau populisme... mais positif**

Pourtant, comme en atteste le fait d'armes en Terre de Glace, partout le terreau d'une remise en question de la démocratie représentative essoufflée n'a jamais été aussi fertile. *« L'augmentation de la volatilité électorale, l'affaiblissement des structures partisanes traditionnelles, les scandales, la montée tangible d'un déficit démocratique ont favorisé la*

*naissance de beaucoup de petits partis dont le parti Pirate. Il incarne une espèce de nouveau populisme, mais dans un sens positif* », analyse Nicolas Stefanski, politologue, coauteur d'un *Courrier du CRISP* sur le sujet. Dans ce contexte, les Pirates armés de leurs thèmes favoris que sont la démocratie participative, transparente et horizontale ; le changement « de l'intérieur » des règles du système politique ; la liberté d'expression ; la protection de la vie privée et des droits individuels ; le partage du savoir et de la culture, un Internet « libre » (voir encadré)... devraient avoir un boulevard devant eux.



Mais, sous nos latitudes, ils semblent préférer la brume et les chemins de traverse. Et pas toujours les mêmes. Une attitude qui est à la fois le reflet d'un état d'esprit libertaire, de la diversité des profils arrimés à la mouvance Pirate et d'un mode de fonctionnement radicalement horizontal et pluraliste. Ce qui donne aux partis Pirates des compositions très hétérogènes de membres qui, liberté oblige, s'opposent très souvent sur les stratégies, les actions ou l'utilité même de passer par la case élections. On retrouve dans ces partis des individualités anti-establishment, des altermondialistes, des anarchistes, des artistes, des défenseurs de l'activisme social et local... Certains nourrissent des ambitions politiques et d'exercice du pouvoir par l'application d'un programme visant à changer le système politique de l'intérieur. D'autres pas. « *Pour certains Pirates, les élections sont une étape essentielle. Pour d'autres, la priorité est de se focaliser surtout sur l'application de nos propres valeurs en interne et à leur diffusion sur le terrain de la société* », nous décrit un membre de la crew liégeoise de Pirate Belgique.

Compte tenu de ce qui précède, la piraterie noir-jaune-rouge n'a pas fait d'étincelles électorales jusqu'ici. Aux provinciales tout comme aux communales de 2012, Pirate frémissait à 2 % à Bruxelles et en Wallonie, en loupant de peu, avec un score de 5,19 %, un siège de conseiller à Ottignies/Louvain-La-Neuve. Quant aux législatives fédérales et régionales de 2014, elles ont


pointé le parti partout sous le 1 % des voix, sauf en Brabant wallon avec 1,54 %... Les communales de 2018 et législatives de 2019 seront un nouveau test pour les défenseurs de la démocratie participative sous toutes ses facettes.

### **Règle des « trois pirates »**

Pour en savoir plus sur la ligne actuelle des « escadrons » belges, nous avons joint le « capitaine » de l'antenne Pirate de Liège. Qui d'emblée nous a dit préférer répondre à nos questions par mail... Okay. C'est que, chez Pirate, on ne badine pas avec les réponses à la presse ni avec le sacro-saint principe démocratique. Le retour de mail nous précise : « *Les réponses ci-dessous ont été apportées collectivement. Huit membres du parti ont contribué à cette tâche* »... Elles nous apprennent qu'en Belgique le parti compte « *entre quelques dizaines de personnes et quelques centaines de personnes* », dont les quatre combats principaux sont « *de rendre ses lettres de noblesse à la démocratie pour redonner aux citoyens l'envie et les moyens de participer ; de remettre au centre du débat numérique les questions essentielles de partage du savoir et de la culture, de la protection de la vie privée, de la neutralité du Net ; de remettre au centre du débat les biens communs (par rapport aux biens privatisés) ; et enfin d'encourager l'empowerment, c'est-à-dire le renforcement du pouvoir d'action des individus et des groupes favorisant l'émergence d'alternatives dans l'intérêt commun et des initiatives citoyennes porteuses de plus-value* ».

*pour notre société. Une logique émanicipatrice globale dans laquelle s'inscrit aussi la création d'un revenu de base universel. » Un corpus animé par « la recherche d'authenticité, de transparence et d'échange pour construire des alternatives et proposer de nouvelles manières de prendre des décisions collectivement, plus adaptées à nos vies et réellement démocratiques ».*

Tellement démocratique que les Pirates belges n'ont ni président ni chef et que personne ne donne d'ordre à personne. Seule une « amirauté » coordonne le parti et « une

*assemblée valide au nom du parti les propositions faites par ses membres. L'essentiel du travail est réalisé de manière autonome par les crews, les instances locales, ou dans les groupes de travail en toute transparence. De plus, pour lancer une initiative, prévaut "la règle des trois pirates", c'est-à-dire qu'il suffit que trois membres soient d'accord pour qu'ils passent à l'action. »* Toujours est-il que pour démontrer l'efficacité de cette sympathique piraterie moderne, il va encore falloir souquer ferme ! 

## Nouvelles technologies... de combat

À l'origine du sursaut Pirate, il y a... Internet. Comme enjeu de société, de liberté et outil démocratique. Le programme du premier parti Pirate suédois reposait principalement sur le respect de la vie privée, la réforme des lois sur le copyright, le droit d'auteur et l'abolition du système de brevets. Dans sa foulée, la retentissante offensive islandaise surfait aussi sur les enjeux du web. Et même si d'autres expériences Pirate, comme la belge, ont élargi leur combat à l'ensemble des enjeux démocratiques, les « nouvelles technologies » demeurent plus que jamais un axe central de préoccupations. Tout d'abord en tant qu'outil. Dans l'arsenal Pirate, les TIC (technologies de l'information et de la communication) forment le levier numéro un. « *Internet et les outils numériques sont indispensables à une démocratie participative en 2017* », nous assure Pirate

Liège. « *Ils permettent en temps réel une systématisation de la transparence et des mécanismes de participation permettant l'empowerment de chacun. Ils peuvent aussi remplir un indéniable rôle d'émancipation à condition d'être utilisés de façon appropriée.* » C'est-à-dire, en utilisant des logiciels et des serveurs « libres » plutôt que des supports qui « vendent » à des acteurs privés ou étatiques la propriété intellectuelle et les données privées de leurs utilisateurs.

Pour un Pirate, Internet est aussi une clé pour débloquer le déficit démocratique imputé aux partis traditionnels. Via de nouvelles technologies libres dans un espace digital « neutre », en quelques clics le citoyen est impliqué rapidement et peut participer sans filtre à l'action citoyenne à tous les échelons. La démocratie horizontale serait donc au bout de la souris. (FL)

# Choisir une nouvelle politique de civilisation

---

Un certain nombre d'initiatives citoyennes se déroulent sur la scène locale. Elles sont souvent liées à des objectifs de durabilité, porteuses de changements et de nouveaux paradigmes sociétaux. Mais cette « démocratie du faire », parfois réunie sous la coupole des initiatives dites de transition, contribue-t-elle à un réel changement ?

---

Par Olivier De Schutter  
Professeur à l'UCL et  
membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU

---

Face à la problématique du réchauffement climatique et au manque de réelle mise en place de solutions permettant d'enrayer cette tendance, une nouvelle grammaire de la transition s'impose peu à peu. Elle part de l'hypothèse que l'action locale, conduite au départ d'initiatives d'hommes et de femmes ordinaires, en lien avec les collectivités publiques et acteurs économiques locaux, représente un potentiel considérable pour la transition, qui n'a été jusqu'à présent que trop faiblement exploité et soutenu.

La transition ainsi conçue présente trois caractéristiques, étroitement liées entre elles. Premièrement, elle mise sur l'innovation sociale, et non plus seulement sur l'innovation technique. Ceci signifie que les nouvelles manières de produire, de consommer, de se déplacer ou d'occuper ses loisirs vont tenir une place décisive. Il s'agit ici d'encourager chacun à agir, à faire preuve de réflexivité, à s'inter-

roger enfin sur la manière dont il ou elle peut, dans son environnement immédiat, contribuer à faire évoluer un modèle de société.

Deuxièmement, cette transition citoyenne repose sur les motivations intrinsèques des acteurs sociaux, sans plus se contenter d'incitants externes. Elle mise sur les récompenses « inhérentes » que le comportement pro-environnemental amène pour les individus qui l'adoptent, non seulement le plaisir d'apprendre et de contribuer à l'action collective et au changement, mais également la convivialité qui accompagne l'action

**La recherche de modes de vie durables passe par la définition d'autres indicateurs de prospérité.**



conduite avec d'autres. Le tout, en conformité avec les valeurs que l'on professe.

### **Agir d'en bas**

Troisièmement, cette transition citoyenne mise sur l'expérimentation locale et territoriale. Dans les versions classiques de la conduite de la transition écologique, les solutions venaient d'en haut et du centre, des experts, des administrations, des élus. Ici elles viennent d'en bas, à travers une quête décentralisée dans l'ensemble de la société : au sein des écoles, des entreprises, des administrations, jusque dans les foyers. La cohérence et la mise sur pied d'un cadre qui facilite la transition et l'accompagne ne sera pas à rechercher dans l'imposition de solutions homogénéisantes, mais dans des politiques publiques au service de l'innovation locale, correspondant aux circonstances, aux ressources et aux motivations des acteurs du territoire concerné. En outre, au lieu que la transition soit conçue de manière sectorialisée et envisagée séparément, par exemple, en matière d'agriculture et d'alimentation, d'énergie ou de mobilité, elle sera conduite à l'échelle d'un territoire qui se met en mouvement dans plusieurs secteurs à la fois. Conséquences : les transformations respectives se renforcent mutuellement, créant ainsi les conditions d'un changement de cap culturel.

### **Des villes en mouvement**

Ce nouveau récit de la transition n'est pas utopique. C'est à lui que se rapportent aujourd'hui de nom-

## **Le nouveau récit de la transition par l'innovation sociale doit s'inscrire dans la gouvernance multiniveaux qui est aujourd'hui la nôtre.**

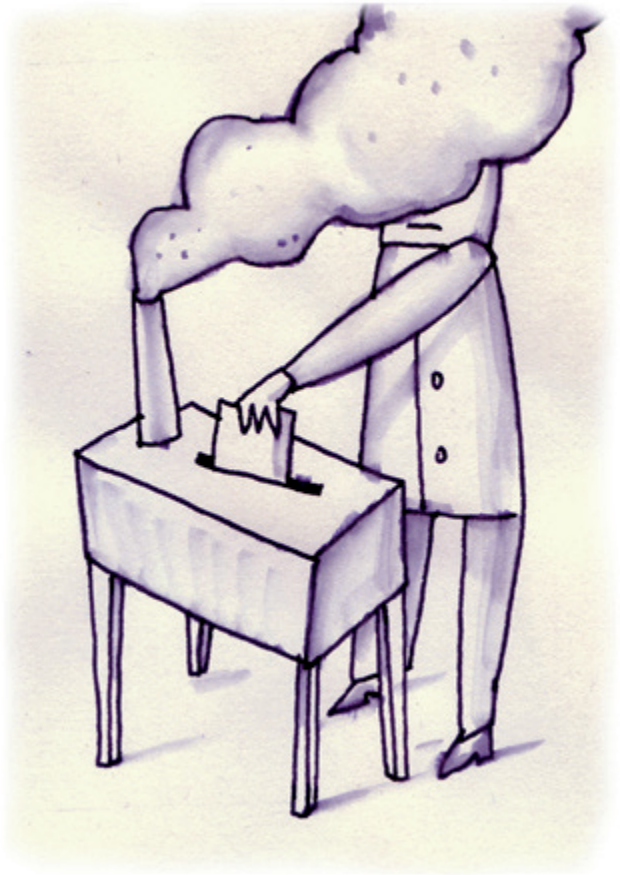
breuses municipalités qui s'inscrivent dans ce mouvement, en encourageant des partenariats entre citoyens, entreprises, et autorités publiques. La Ville de Totnes, en Angleterre, a lancé en 2006 le mouvement des « villes en transition », qui a fait largement école depuis. En Irlande, le bourg de Cloughjordan s'est défini comme « écovillage » depuis 1999 et soutient ses habitants dans leur volonté de mettre en œuvre des modes de vie à faible impact écologique, par exemple par des logements conçus pour un meilleur rendement énergétique ou par le développement de chaînes alimentaires courtes. Copenhague, Fribourg, et beaucoup d'autres villes à travers l'Union européenne, ont adopté des plans de développement durable et redessinent les systèmes de transport, les circuits alimentaires ou le traitement des déchets, afin de réduire leur empreinte écologique. Un rapport publié en 2013 par l'Association européenne pour l'information sur le développement local (AEIDL) recensait 2 000 initiatives de cette sorte à travers treize États membres de l'Union européenne ; un « Cadre de référé-

rence pour les villes durables » (*Reference Framework for Sustainable Cities - RFSC*) intègre plus de 60 villes à travers 23 États membres de l'Union européenne, qui ont en commun de vouloir appuyer cette transition. Et en octobre 2015, le pacte de Milan pour des politiques alimentaires urbaines engageait les représentants de dizaines de villes à travers le monde à mettre sur pied des systèmes alimentaires locaux durables et résilients : ce sont plus de 130 villes qui ont aujourd'hui pris des engagements en ce sens.

### **Choisir d'autres indicateurs de prospérité**

S'il veut fournir une véritable voie de sortie, permettant de s'évader des verrouillages qui font encore obstacle au passage à une société bas-carbone, ce nouveau récit de la transition par l'innovation sociale doit surmonter deux obstacles majeurs.

Il doit d'abord proposer une alternative satisfaisante à l'approche macro-économique dominante, aujourd'hui focalisée sur le contrôle des déficits publics. On a suffisamment dénoncé l'obstacle à la croissance que constitue la généralisation des politiques d'austérité. Mais on a peut-être insuffisamment souligné que la recherche de modes de vie durables passe par la définition d'autres indicateurs de prospérité. La transition écologique appelle des investissements massifs, notamment en soutien d'initiatives locales, qui ne peuvent pas être assimilées à des « dépenses » dans l'évaluation des budgets publics.



Mais cela signifie aussi de faire de la lutte contre les inégalités une priorité. Les sociétés plus inégales sont moins bien outillées pour opérer la transition écologique. Plus les écarts de revenus sont grands, plus chacun veut s'élever au rang de celui qui le précède en consommant comme lui, et si possible, en le montrant. Une course sans fin !

### **Changer de gouvernance**

Le nouveau récit de la transition par l'innovation sociale doit s'inscrire, ensuite, dans la gouvernance

multiniveaux qui est aujourd'hui la nôtre. Héritage, à la fois de l'intégration européenne et des politiques de décentralisation menées dans la plupart des États européens depuis les années 1970. Les initiatives locales, conduites dans une perspective territoriale par une alliance d'acteurs d'un même « bassin de vie », peuvent nous aider à gagner la course de vitesse qui est engagée contre le sacage des écosystèmes. Mais ces initiatives ne pourront s'épanouir et se diffuser que si elles trouvent des relais à des niveaux plus élevés de gouvernance : ceux de l'État comme de l'Union européenne. C'est en assu-

mant pleinement ce rôle, neuf il est vrai, que l'Europe peut se réinventer. Et par là, regagner auprès des citoyens une partie de la légitimité à la recherche de laquelle elle semble courir si désespérément.

L'Union européenne peut faire de la diversité un atout, si cette dernière permet d'accélérer l'apprentissage collectif, par la mise en réseau d'initiatives locales de transition. Elle peut encourager des structures de gouvernance participatives, qui multiplient les possibilités d'aller vers des modes de vie plus durables. Elle peut encourager le partage d'expériences et le dialogue entre gouvernements, inciter les États membres à consacrer une partie de leurs budgets à favoriser les expérimentations locales, ceci, avec une approche territoriale et intersectorielle de la transition, dans laquelle les politiques de mobilité, d'emploi, d'éducation, de logement et d'aménagement du territoire sont coordonnées. Le but : faire émerger des innovations pour aller vers des nouveaux modèles économiques, fondés sur l'économie circulaire, de la fonctionnalité ou du partage.

La transition citoyenne au départ de l'innovation sociale n'est pas un horizon lointain. Elle a déjà commencé. La question n'est plus de savoir si elle est possible, mais si nous saurons saisir la chance qu'elle présente. C'est l'enjeu de la nouvelle politique de la civilisation qu'il nous faut conduire. ✦



# L'inconsistance des antisystèmes

---

Les soubresauts du Brexit et des élections américaines ont-ils donné le départ d'une nouvelle course : celle des antisystèmes ? Se proclamer « antisystème » constitue-t-il un gage de garantie de succès électoral ? Le phénomène mérite une analyse plus approfondie, au-delà du simple effet de mode.

---

Par Mathieu Bietlot  
Chargé des analyses à Bruxelles Laïque

---

Un vent nouveau, en provenance des antisystèmes, souffle sans complexe sur les dernières élections de la planète. Le référendum britannique ayant par exemple misé sur le rejet du système européen et du gouvernement établi de David Cameron. C'est également à coups de provocations et de dénominations incessantes du « système truqué » que Trump a accédé à la Maison-Blanche. En France, lors des élections présidentielles, les primaires ont d'emblée écarté les candidats les plus apparentés au système institué de leur parti. Du coup, les quatre candidats favorisés pour le premier tour ont ensuite orienté leur campagne en s'assimilant aux antisystèmes, hors du système ou victimes du système.

Et comme la vie politique française déteint souvent sur les positionnements politiques en Belgique, il n'est guère étonnant que la controverse des antisystèmes s'y soit invitée avec le PTB. La question a aussi marqué les élections autrichiennes. Et elle se focalise depuis bien longtemps aux

Pays-Bas avec Geert Wilders, en Italie avec Beppe Grillo et en Espagne avec Pablo Iglesias, qui sillonne le pays pour dénoncer la « *mafia politico-financière* » qui « *tire les ficelles du système* ».

## Un antisystème peut en cacher un autre

Chacun y va de son coup de balai, de sa volonté de tourner la page ou de son exhortation au dégagement des élites, des parasites et des profiteurs. On se rend bien compte que les parasites et les profiteurs désignés ou vaguement évoqués par tous ces mouvements ne sont pas identiques. Le même vocable « antisystème » est revendiqué ou utilisé par les commentateurs pour qualifier des mouvements ou des personnalités que tout oppose. Et dont certains s'avèrent, à l'analyse, très bien intégrés dans les systèmes politiques et économiques dominants. Ainsi mis à toutes les sauces, l'antisystème ne veut plus rien dire. C'est un concept fourre-tout, une auberge espagnole où chacun apporte ce qui lui rapporte. Il est aussi





pratique qu'il est plastique. Il permet de racoler les ressentiments et de rassembler pas mal de mécontents, même si leurs intérêts et leurs sources d'insatisfaction divergent. Ni les médias ni les candidats ou mouvements qui se revendiquent contre ou hors ne sont jamais très précis sur ce qu'ils entendent par système si ce n'est que c'est l'épouvantail, le bouc émissaire, le responsable de tous les maux. Il suffit

de le tenir à distance pour acquérir une nouvelle image ou virginité, pour se dédouaner de tout ce dont se plaint la population, pour se démarquer de tout ce à quoi elle ne croit plus.

Les antisystèmes opportunistes – Emmanuel Macron par exemple – n'entendent nullement bouleverser les grandes tendances politiques et économiques qui dominent le monde (néo-

libéralisme, austérité sécuritaire, restrictions des droits fondamentaux). Ils veulent se dissocier de leurs prédécesseurs, qui appartiennent au système, pour regagner la confiance des électeurs. Mais à seule fin de prendre leur place pour faire plus ou moins la même chose. Toutes celles et ceux qui se présentent aux élections avec la prétention de changer les systèmes politiques, économiques ou médiatiques dominants – de Marine Le Pen au PTB – ne sont pas en mesure de le faire. Soit ils en sont des rouages essentiels, soit ils n'en auront pas les moyens, soit ils ne seront pas élus. Même Donald Trump et Theresa May ne pourront pas réaliser toutes leurs ambitions les plus inquiétantes. Ils se font déjà rattraper par l'ordre établi, les contre-pouvoirs ou les intérêts supérieurs du marché. Qu'on se rappelle l'exemple de la Grèce d'Alexis Tsipras...

### **Le ni-ni anarchiste**

La mode étant ce qu'elle est, les médias s'intéressent ces derniers temps à d'autres mouvances ou individus antisystèmes qui se souviennent avec Coluche que *« si voter changeait quelque chose, ça ferait bien longtemps que ce serait interdit »*. Ils ne prétendent ni changer ni renverser le système, mais vivre en dehors de lui. On retrouve de ce côté de vieilles mouvances anarchistes qui, depuis deux siècles, réfléchissent et s'organisent pour expérimenter un projet de société parallèle basée sur l'autogestion et la coopération, avec ses modes de production, de prise de décision, de transmission des savoirs... Un courant anarchiste plus récent ne croit plus à aucun projet. Il s'appuie

## **Aucun groupe ou individu ne peut vivre totalement en dehors de la société, sans lien avec elle et sans les compromis que ces liens imposent.**

essentiellement à subvertir toutes les institutions du pouvoir afin que leur écroulement rende possibles des rapports humains plus égalitaires et libertaires. Sans tous se revendiquer d'un courant politique, on voit fleurir ici et là des îlots hors système, des formes de vie autarciques ou survivalistes, voire des communes en guerre contre l'Empire (Tarnac). Concrètement, cela passe par le fait de vivre dans des yourtes, de son potager, sans électricité ni eau courante, en pratiquant le *do it yourself*, en limitant au minimum les contacts avec le reste du monde...

### **Le « hors-système » est irréaliste**

Est-il vraiment possible de vivre hors ou sans système ? À de très rares exceptions près et relevant davantage de la mystique que de la politique, aucun groupe ou individu ne peut vivre totalement en dehors de la société, sans lien avec elle et sans les compromis que ces liens imposent. Ce serait, du reste, une position égoïste – « autour de moi le déluge » – bien en phase avec le système capitaliste tant contesté. Les anarchistes refusent tout système de domination mais leur organisation, de lutte ou de vie, forme tout de même

## Mis à toutes les sauces, l'antisystème ne veut plus rien dire.

*in fine* un système, ne serait-ce que par tout ce qu'ils doivent mettre en place pour éviter que ne se réinstallent des relations de pouvoir et des privilèges.

Moins radicales ou davantage conscientes de ce qui les lie au reste du monde, un nombre croissant de personnes continuent à vivre et travailler dans la société mais cherchent à s'autonomiser des systèmes politiques auxquels elles ne croient plus et du système industriel, commercial et financier qui détruit la planète. Elles développent des initiatives locales, des alternatives citoyennes pour produire et consommer autrement : achats groupés, jardins collectifs, paniers fermiers, coopératives d'énergie verte... Autant de microsystemes d'entraide, d'échanges, de production, de distribution, de monnaie, etc. Dans cette prolifération, il y a à boire et à manger. Si la plupart sont animées de bonnes intentions, certaines véhiculent une idéologie réactionnaire, d'autres reproduisent des mécanismes de domination bien en place dans l'ensemble de la société. Ne répondant pas aux besoins et aspirations de la population (en particulier des classes populaires), elles reposent souvent sur l'entre soi et s'avèrent par-là élitistes. Certains l'assument, d'autres s'efforcent de faire tache d'huile et de changer les rapports sociaux pour que leurs bienfaits profitent à tous. Mais, dispersées et isolées, elles n'offrent pas un rapport de forces suffisant pour

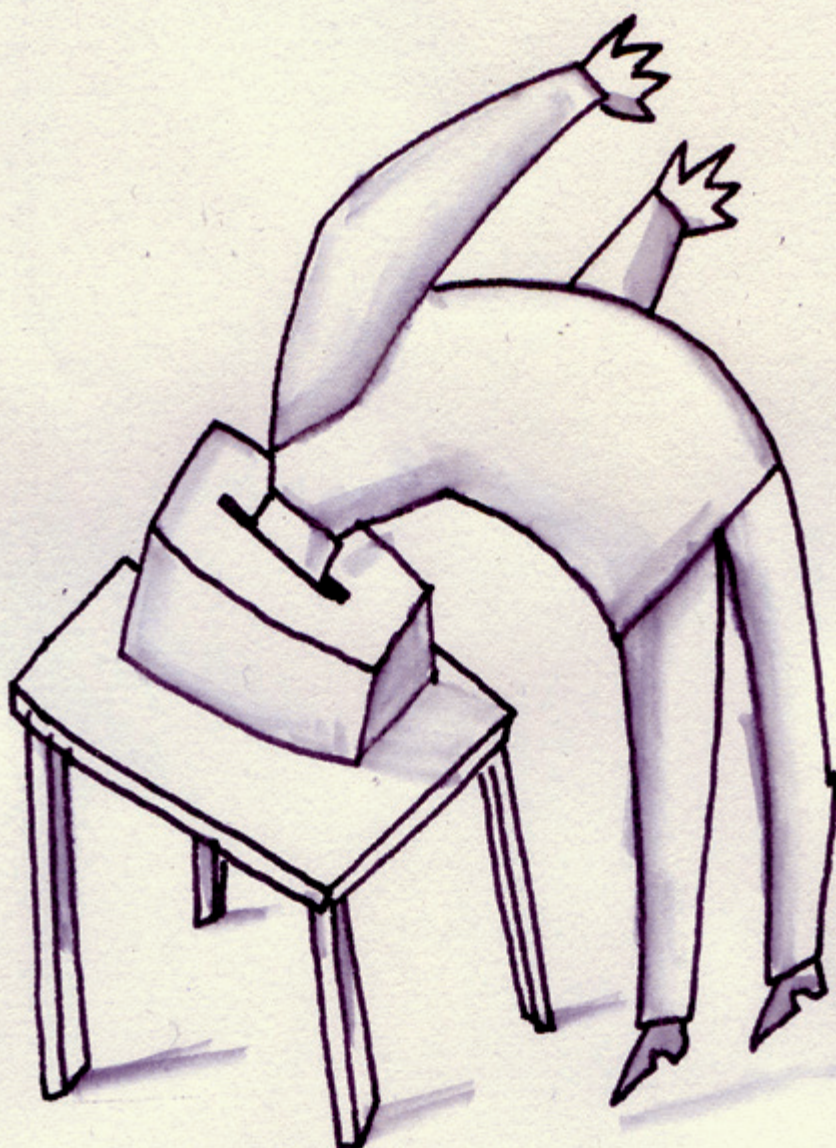
engendrer des changements globaux. Cette question est fondamentale pour ces alternatives sous peine de ne constituer qu'un emplâtre sur une jambe de bois ou des ornements dont le système dominant s'accommode très bien et dont il saura tirer des bénéfices. Alors qu'elles préoccupaient énormément (et parfois trop) les mouvements communistes qui contestaient le système capitaliste au siècle dernier, les questions de rapport de forces sont très peu prises en compte et travaillées par ces nouvelles alternatives.

### La fin d'une époque

Ces microsystemes gagneraient-ils à s'articuler davantage les uns aux autres, jusqu'à former un système global alternatif ? Des tentatives de mises en réseau sont en cours mais sont loin de former un système ou de jouer au bras de fer avec les systèmes dominants. Notamment parce qu'on se méfie de toute forme de pouvoir dans ces milieux. Et puis parce que chacun aime malgré tout cultiver son pré carré.

Bien qu'il y ait de tout, du n'importe quoi, voire le pire, dans la nébuleuse des antisystemes, elle indique qu'il y a quelque chose qui ne tourne plus rond dans le monde actuel, qui s'es-souffle et sent la fin de règne. Elle invite à repenser et bousculer les repères et les paradigmes qui organisent la vie en société et structurent la vision implicite des choses, depuis deux siècles, mais qui ne sont plus en phase avec les temps présents. ✦







# Immersion en CPC

Comment se sont déroulés les premiers cours de philosophie et de citoyenneté (CPC) en secondaire ? Immersion dans une classe du lycée Émile Jacqmain. Parole aux élèves.

Par Johanna de Villers  
Déléguée « Étude & Stratégie » - CAL/COM

Mi-septembre 2017. Quatorze heures. Je pénètre dans le lycée et me plonge rapidement dans la peau d'une élève. La directrice de l'école, l'échevine de l'Instruction de la Ville de Bruxelles, l'inspecteur général, une représentante de la FAPEO (Fédération des associations des parents de l'enseignement officiel) et moi-même nous mêlons à la vingtaine d'élèves de 4<sup>e</sup> secondaire qui assistent à leur premier cours de CPC 1, l'heure commune et obligatoire.

À la barre, Fabien Nobilio, détendu et heureux de se lancer dans cette nouvelle aventure. Il faut dire qu'il n'est pas novice en la matière, cela fait des années qu'il est responsable des activités philosophiques pour la Ville. « *Aujourd'hui, l'objet du cours, ce sera une prise de contact, ça vous avez déjà dû l'entendre dans d'autres cours, non ?* ». Qu'est-ce qui diffère alors ? « *C'est un cours général* », explique l'enseignant, « *mais avec une marge de manœuvre qui va nous permettre de nous demander : qu'a-t-on envie de construire ensemble ?* » L'intérêt des élèves monte d'un cran.

Il propose alors l'exercice suivant à partir d'un tableau divisé en quatre zones : (1) « Qu'est-ce que je voudrais savoir sur le CPC ? » ; (2) « De quoi ai-je besoin pour me sentir bien en

CPC ? » ; (3) « Qu'est-ce que j'ai envie de faire en CPC ? » ; (4) « Qu'est-ce que je redoute ? » Chaque élève (nous compris) dispose de deux post-its à apposer au tableau noir. Très vite, le tableau se couvre de carrés jaunes.

## Le CPC à l'épreuve de la liberté de parole des ados

Les élèves se posent beaucoup de questions sur ce nouveau cours : « Pourquoi en a-t-on besoin ? » « Est-ce qu'on va avoir des examens ? » Je réalise à quel point ils sont peu informés.

Un élève lève le doigt et dit : « *Moi je sais pourquoi on a le droit de choisir, c'est parce qu'on est dans une école libre.* » L'échevine de l'Instruction publique manque d'avaler de travers et rectifie en rappelant l'histoire de l'instauration du cours et de la dispense. Un élève affirme ensuite qu'« *on ne peut pas obliger quelqu'un à renoncer à son choix philosophique* ». Et Fabien Nobilio de préciser que la Cour constitutionnelle a plutôt rappelé que la liberté religieuse devait permettre à chacun de ne pas être obligé de choisir une option philosophique, usant à chacune de ses interventions de cette précaution pédagogique consistant à souligner l'intérêt de la prise de parole.

Suit une discussion sur ce que veulent dire les notions de philosophie et de citoyenneté. « *C'est devenir de meilleurs citoyens* », « *C'est respecter les opinions des autres* », « *C'est un peu comme la démarche scientifique* ». « *C'est une peu tout ça* », synthétise le professeur, « *Mais attention, ce n'est pas un cours de civisme !* » Et d'expliquer qu'il s'agira d'appliquer la méthode philosophique à des thématiques citoyennes, à l'actualité, à des questions vives. En philo, on préfère les questions où les réponses sont difficiles...

Le thème des « besoins » permet de traiter la question de la relation de confiance. Cette question des besoins rejoint celle des craintes. Car ce que redoutent ces adolescents, c'est surtout de ne pas être écoutés, entendus, respectés dans leurs opinions et convictions. Ils sont, pour certains, échaudés par l'expérience de l'EPA (encadrement pédagogique alternatif) proposé en guise de dispense pendant deux ans. « *On a peur du manque de structure et du peu d'écoute !* » Oui, mais là, ils ont de quoi être rassurés car ils ont

un sacré capitaine. Fabien Nobilio est clair : « *Ici, c'est moi qui garantirai que le cadre soit respectueux de la parole de chacun. On pourra critiquer toutes les idées, mais pas s'attaquer aux personnes !* »

### Une heure, ce ne sera jamais assez !

Les élèves sont motivés. Ils veulent des débats, des sorties, parler d'actualité, apprendre les choses différemment que dans les autres cours... Et puis, on leur a promis que les modes d'évaluation feraient aussi l'objet de débats en classe. Que demander de plus ?

Cinquante minutes, ça passe vite. Le cours touche déjà à sa fin et Monsieur Nobilio a préparé sa sortie : « *Cela fait 15 ans que j'ai terminé la philosophie et c'est la première fois que je donne cours de philosophie... Je pense que ce sera le mot de la fin.* » « *Mais, une heure, ça ne sera jamais assez !* » réclame une jeune fille. « *Mais, on peut encore changer ?* », interroge un autre élève. « *Je ne savais pas ce que c'était le CPC... parce que moi je ne crois plus en Dieu !* » ✖



Faouzia Hariche, l'échevine de l'Instruction de la Ville de Bruxelles, était sur les bancs de l'école pour le premier CPC du lycée Émile Jacqmain.



**72** Sordières et descendance

**74** Diversité sexuelle à l'écran :  
du tabou au combat

**76** De la parole à l'émancipation







# Sorcières et descendance

« Nous sommes les petites filles des sorcières que vous n'avez pas pu brûler » : le titre de cette pièce, récupéré d'une pancarte de manifestation féministe, fait écho à l'histoire de la lutte des femmes pour leur émancipation et pour l'égalité des genres. Tonitruant.

Par Amélie Dogot  
Secrétaire de rédaction



« Nous sommes les petites filles des sorcières que vous n'avez pas pu brûler »

De Christine Delmotte

Par la Cie Biloxi 48

Le 14 octobre  
au Wolubilis à  
Bruxelles

Le 15 octobre  
au Waux-Hall à  
Nivelles

1 Qu'on nous montre par ailleurs sans que personne ne sourcille pour nous vendre tout et n'importe quoi.

2 Les voyageuses étant beaucoup plus ouvertes d'esprit, cela s'entend.

En septembre dernier, Publiker, la régie publicitaire qui gère l'affichage dans les gares de la SNCB, interdisait une affiche : elle ne montrait pas une Femen en pleine action, comme l'a affirmé la RTBF, mais la comédienne Mathilde Rault dans la peau d'une Femen. Les seins nus et peinturlurés, coiffée d'une couronne de fleurs et armée d'une tronçonneuse. Cette affiche, c'est celle choisie par Laïcité Brabant wallon pour la pièce *Nous sommes les petites filles des sorcières que vous n'avez pas pu brûler* au programme du cycle spécial « droit des femmes » de ses rendez-vous Escales Philo. Selon Publiker, « le caractère un peu "Femen" de l'affiche », entendez les seins nus<sup>1</sup>, associé à « des éléments qui font référence à certains films d'horreur » auraient pu « heurter la sensibilité de certains voyageurs »<sup>2</sup>. Pas d'affichage pour annoncer la représentation du 15 octobre donc, mais une polémique qui a fait écho dans la presse.

Un coup de pub bien mérité, pas seulement pour la « tenue de combat » critiquée mais pour les combats féministes que « les petites filles

de sorcières » incarnent sur scène. Celui des Femen contre les dictateurs et les prédicateurs religieux à leurs débuts en Ukraine, mais aussi celui des Suffragettes pour le droit de vote en Angleterre en 1913, celui des féministes françaises pour la réappropriation de leur corps et droit à l'avortement en 1971 et celui de la jeune Malala au Pakistan, pour le droit à l'éducation en 2012.

## Fragments d'histoire sur scène

Cette sélection est l'œuvre de Christine Delmotte à qui l'on doit l'écriture, la scénographie et la mise en scène de cette pièce, fruit d'un long travail de documentation. « *Cela m'a pris du temps*, raconte-t-elle. *Je ne savais pas par où commencer, mais avec les Suffragettes, je me suis dit que je tenais un bon début. J'ai travaillé sur des événements que j'ai finalement abandonnés comme l'acte résistant de Rosa Parks ou le combat politique de Christiane Taubira.* »

Après une phase d'écriture relativement longue, Christine Delmotte signe une mise en scène très

rythmée et colorée, à la croisée du théâtre documentaire, du théâtre d'objets et de la comédie musicale, le tout ponctué et enrichi par une bande-son et des vidéos qui renforcent le propos. « *J'ai regardé ces images d'archives pour pouvoir écrire et je me suis dit que pour comprendre et pour ressentir la juste émotion, le spectateur avait, tout comme moi, le droit de les voir* », explique-t-elle. La pièce oscille également entre histoire et fiction, jusqu'à l'anticipation, puisque le dernier volet nous projette en 2067, avec une proposition pour le moins originale de nouvelle forme de famille composée autour de l'enfant : le « *mariage parental* ».

### Un combat à poursuivre

Dans son travail et dans le milieu encore très masculin des metteurs en scène, Christine Delmotte aime mettre les auteures féminines en valeur. « *Je fais aussi en sorte que les rôles de femmes soient féministes dans mes spectacles. Le questionnement sur les genres est selon moi extrêmement important à l'heure actuelle. Légèrement, hommes et femmes sont égaux en Belgique. Mais beaucoup de choses doivent encore évoluer. Ce que l'on peut voir aujourd'hui, qui est nouveau et qu'il faut combattre, ce sont les tentatives de retour en arrière, de revenir sur des acquis gagnés de haute lutte* », expliquait-elle à l'époque des premières représentations en octobre 2016. Depuis, le casting exclusivement féminin a été revu et l'on espère que la pièce n'aura rien perdu de sa force. De sa nécessité, certainement pas.



© Lara Bongaerts

Alors, choqué.e.s ?

Pour les élèves endimanchés venus le même soir que nous au Théâtre des Martyrs avec leur professeure du collège Saint-Benoît de Maredsous en décembre dernier, ce fut indéniablement une sacrée leçon d'histoire du féminisme ! ♣

# Diversité sexuelle à l'écran : du tabou au combat

Les « Pink Screens », le festival « queer » bruxellois réinvestit les salles obscures. L'occasion de se pencher dans la représentation des minorités sexuelles au cinéma et son évolution au fil des ans.

Par Sigrid Descamps  
Journaliste



« Pink Screens »,  
16<sup>e</sup> Brussels Queer  
Film Festival

Du 9 au 18  
novembre

Aux cinémas Nova,  
Aventure et à la  
Cinamatek

Soirée de clôture à  
La Bodega

[www.pinkscreens.org](http://www.pinkscreens.org)

Si le cinéma reflète notre société et ses mutations, l'on peut s'interroger sur la place octroyée aux homosexuel.le.s, travesti.e.s, transsexuel.le.s, bref aux LGBT. Une chose est sûre : au fil des années, leur image à l'écran a changé. Comme le regard de M. Tout-le-monde et les lois. Dans certains cas, le cinéma a d'ailleurs encouragé les changements de mentalité. Avant 1934, bien que discrète, la représentation de la diversité sexuelle est présente : des talents comme Rudolph Valentino, Louise Brooks, Jean Cocteau la distillant çà et là. Mais avec la montée de politiques autoritaires, vers le milieu des années 1930, le ton se durcit : plus question de représenter ces « déviances ». Aux États-Unis, le Code Hays, pétri de morale religieuse puritaine, interdit toute représentation d'ambiguïté sexuelle. « Une censure qui sera habilement contournée par des chemins de traverse », expliquent Jacques Paulus, Soizic Dubot et Frédéric Arends, les responsables du festival Pink Screens. Certains films sont d'ailleurs passés à la postérité en partie pour leur évidente ambiguïté. « Pour découvrir comment les artistes se jouaient de la censure, visionnez le documentaire *The Celluloid Closet* (1996) », conseillent vivement nos interlocuteurs.

## Révolution culturelle et dépénalisation

Au cours des années 1960, le Code Hays devient désuet. Les mœurs se libèrent, l'image de l'homosexualité aussi. Cela se traduit à l'écran par une représentation plus directe, quoique souvent liée à des modes de vie plus marginaux ou artistiques. L'évolution demeure toutefois lente et il faut encore attendre quelques années avant de voir les homosexuels et travestis montrés autrement que sous le profil de personnages qui prêtent le flanc à la pitié, la peur, et bien sûr au rire, comme dans la comédie à succès *La Cage aux folles*. « Pendant des années, les personnages gays sont restés enfermés dans les clichés : soit tueur en série, soit pervers, victime condamnée d'office ou folle de service... »

Durant les années 1980, les lois changent. « *La France dépénalise l'homosexualité* », expliquent les organisateurs des Pink Screens, « et on assiste à un vrai changement. Même s'ils servent encore le plus souvent de faire-valoir, les personnages gays et travestis deviennent plus présents. » Il faudra toutefois attendre les années 1990 pour découvrir des films abondant de

front l'identité sexuelle en tant que telle. Jusqu'à la fin des années 1990, le coming-out et la transition douloureuse sont des thèmes récurrents.

## Des histoires à part entière

Mais les années 1990, ce sont aussi les années sida. Le cinéma joue un rôle-clé avec un message pour plus d'ouverture et de tolérance. « *Des œuvres comme Les Nuits fauves de Cyril Collard ou Philadelphia ouvrent clairement des portes.* » Parmi les cinéastes de renom à avoir contribué à modifier la perception de la communauté LGBT, on notera l'espagnol Pedro Almodovar, dont la majeure, voire la totalité des films, abordent ouvertement la sexualité et l'homosexualité. « *Avec les années 2000, la période de visualisation s'achève, c'est l'arrivée du phénomène queer avec des cinéastes comme Todd Haynes, Larry Clark, Gregg Araki, Gus Van Sant...* » Il n'est plus nécessaire d'affirmer l'existence des minorités sexuelles. À l'écran, ses membres passent au premier

plan, parfois encore et toujours en tant que victimes, comme dans *Boys don't cry* de Kimberly Pierce. Mais l'on voit aussi surgir des récits porteurs d'espoir, comme *Fucking Amal* de Lukas Moodysson ou *Brokeback Mountain* d'Ang Lee.

Les visages et la position des héros ont donc changé au fil des décennies. Les thèmes aussi. Ils deviennent des personnages du quotidien à part entière. « *Leur identification ou transformation n'est plus le sujet principal, l'attention se porte sur d'autres aspects de la vie comme les relations amoureuses, la mixité raciale, le temps qui passe, la parentalité...* » En attestent des œuvres récentes comme *La Vie d'Adèle*, ou plus récemment, *Embrasse-moi*, *Lola Pater* et *Una mujer fantástica*. « *On peut réellement parler d'évolution, mais il reste des tas de combats à mener* », conclut l'équipe des Pink Screens qui, depuis sa création, veille à poser les « bonnes » questions, et surtout à ce qu'elles trouvent écho chez tous ! ♣



Le Secret de Brokeback Mountain, un film-culte sur l'homosexualité de jeunes cow-boys du Wyoming.



# De la parole à l'émancipation

Depuis cette rentrée académique, la librairie Chapitre de Louvain-la-Neuve, accueille les cafés philo du CAL Brabant wallon. Un retour sur le campus brabançon, avec un fil rouge: susciter la pensée critique.

Par Sandra Evrard  
Rédactrice en chef

Fin de journée sur le campus citadin de Louvain-la-Neuve. Les derniers étudiants sortent des auditoriums. Quelques familles, listes en main, choisissent le matériel qui sera blotti dans le carter dès le lendemain matin. D'autres flânent dans les boutiques qui bordent la rue Charlemagne. Du côté de la librairie Chapitre règne d'ailleurs une certaine effervescence. Les Bacheliers côtoient les grands auteurs de la rentrée littéraire, avec le public *ad hoc*.

Parmi l'amoncellement de bouquins, une dizaine de personnes s'est installée en cercle autour de petites tables de bistro, jonchées de titres portant sur le post-humanisme, l'homme et la science et autres thèmes du même acabit. Philippe, Françoise, Jean-Claude et d'autres citoyen.ne.s écoutent attentivement Brice Droumart, l'animateur philo de Laïcité Brabant wallon, planter le décor de ce nouveau rendez-vous mensuel. Des cafés philo qu'il anime

*Le café philo, c'est un espace-temps ouvert et privilégié.*



désormais chaque premier jeudi du mois dans la librairie, avec l'espoir à peine dissimulé de toucher un public diversifié et de susciter le débat autour d'enjeux cruciaux qui traversent la société. « *Il y a un côté symbolique à retourner sur le site de Louvain-la-Neuve où l'Opus Dei a pignon sur rue et où nous ne sommes pas forcément les bienvenus* », avoue-t-il. « *Dans cette collaboration avec la librairie, nous élaborons ensemble la liste des thèmes abordés, en relation avec l'actualité littéraire, mais j'impose la méthode qui est celle de la démarche critique. Je pense que nous vivons dans une époque de "carnaval d'opinions" où tout se vaut. Bien souvent, quand on touche à un problème qui nous est étranger, on ramène la question à ce que l'on connaît, pour l'évacuer. Alors que c'est dans la nuance que l'on peut construire la complexité et que c'est par celle-ci que l'individu s'enrichit et s'émancipe* », explique l'animateur.

## Quête de sens

Les cafés philo ont clairement le vent en poupe. De même que les essais philosophiques portant sur les débats d'idées. D'ailleurs, on retrouve même les auteurs-phares de cette décennie – les Comte-Sponville, Ferry ou encore Onfray – en version audio ou sur CD. Pourquoi cet attrait ? Les cafés philo attirent des citoyens désireux de coupler une sortie avec une dimension culturelle. Pour certains, notamment ceux présents lors de ce café philo de Louvain-la-Neuve, il s'agit avant tout d'un goût pour le débat d'idées. En toute convivialité. « *Je suis venu pour échanger et provoquer une remise en question des réponses que je pense avoir sur le sujet; j'aime déconstruire et reconstruire les opi-*

*nions, ainsi que la mise en perspective des réflexions intellectuelles. C'est une leçon d'humilité* », explique Jean-Claude, un ancien cadre du secteur industriel, aujourd'hui retraité. « *Je trouve intéressant d'écouter les points de vue de gens provenant de différents horizons. J'ai énormément appris. Mais je pense qu'ici, à LLN, nous sommes face à un public assez intellectuel. Cela m'intéresserait de connaître les opinions provenant d'autres milieux également* », ajoute Françoise, une graphiste de la quarantaine. Si la philosophie est une discipline socio-culturelle littéraire qui attire autant d'hommes que de femmes, Brice Droumart confirme que le mélange opère moins au niveau de la mixité culturelle et socio-économique.

## Une question de savoir-être

« *En gros, il y a différentes raisons qui expliquent l'attrait pour les cafés philo: il y a celui qui vient car il veut se réapproprier un débat de société et faire valoir sa parole; il y a celui qui sait: l'expert qui vient parce qu'il aime et connaît le sujet; et celui qui est intéressé par la démarche contructiviste, pas par rapport au savoir, mais plutôt à la connaissance. Mais globalement, je pense que les gens en retirent d'abord de l'estime d'eux-mêmes, car leurs propos sont entendus et valorisés. Ils réapprennent aussi à voir le monde autrement. Ce n'est pas le savoir qui est intéressant, mais ce que l'on pense* ». Le café philo, c'est aussi un savoir-être en société: apprendre à argumenter, à poser un concept ou un problème et rendre intelligible une pensée. Il s'agit finalement d'une école du vivre-ensemble qui pousse à la redistribution de la parole, et surtout, à la réappropriation du débat de société. 🌱



Palabres, café philo  
Chaque 1<sup>er</sup> jeudi du mois à Louvain-la-Neuve (17h-19h)  
Chaque 1<sup>er</sup> lundi du mois à Rixensart (20h à 22h30)  
Chaque 3<sup>e</sup> lundi du mois à Incourt (20h-23h)  
<http://laicitebrabantwallon.be>

# Le photographe de Mauthausen

À 20 ans, Francisco Boix a connu le terrifiant destin d'être interné au camp nazi de Mauthausen. En 1946, ce communiste catalan réfugié en France sera cité comme témoin lors des procès de Nuremberg. Il y commentera des centaines de photographies prises dans ce camp géant installé non loin de Vienne et dans lequel avaient notamment péri des milliers d'Espagnols républicains livrés par Vichy. Si beaucoup de ces clichés ont été pris par les SS et ensuite escamotés par les prisonniers, d'autres sont dus à Boix lui-même qui, à la toute fin, s'était emparé d'un Leica du *Erkennungsdienst* (service d'identification) du camp pour saisir les détails accablants de son innommable réalité. Certaines ont été publiées dès la fin de la guerre par des journaux communistes français, mais la plupart sont restées



inédites ou confinées dans des lieux spécialisés. Le livre qui vient de paraître grâce au remarquable travail d'édition des Territoires de la Mémoire est une biographie de Francisco Boix mais c'est surtout un document confondant. Les photos – paradoxalement très souvent d'excellente qualité technique – donnent évidemment à voir la réalité

la plus écoeurante. Pourtant, on y trouve très peu de ces images terribles de montagnes de cadavres décharnés qui ont révolté l'humanité entière après la guerre. L'originalité est sans doute ailleurs. Peut-être dans les visages de ces hommes pris au piège et qui semblent toujours un peu étonnés d'être là, déjà presque absents. Mais qu'on se ne méprenne pas : certaines des photos restent cependant extrêmement choquantes. Comment aurait-il pu en être autrement ?



Benito Bermejo, « Le Photographe de Mauthausen », Liège, Territoires de la Mémoire, coll. « Points d'encre », 2017, 304 pages. Prix : 35 euros

# Stille Nacht

C'est derrière ce titre simple et intrigant que s'abrite le dernier roman en date de Gérard Adam, directeur fondateur des éditions MEO, mais surtout écrivain lui-même. On se souvient non sans émotion de *L'Arbre blanc dans la forêt noire*, *La Lumière de l'archange* (finaliste du Prix Rossel) ou encore *De l'existence de Dieu dans le tram 56*. Cette histoire-ci se déroule dans la région liégeoise et égrène des tranches de vie dont l'apparente banalité et le réalisme tranquille finissent par recréer une petite musique familière. Car les corons miniers où vit Yvan, le narrateur, fils d'immigrés slovènes naturalisés après

C'est, nous rappelle Richard Miller dans un nouvel ouvrage décoiffant, la conviction de l'immense Milan Kundera, pour qui l'art de la représentation est l'un des marqueurs dominants de la culture européenne. Explication : depuis l'Antiquité, dans l'espace aujourd'hui appelé Europe, se serait développée une façon particulière de rendre compte de la réalité. Le théâtre et le roman grecs auraient ouvert une voie suivie ensuite par la littérature latine et le roman courtois médiéval, pour s'épanouir avec l'efflorescence des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles qui continue toujours avec vivacité aujourd'hui et qui, depuis, s'est imposée dans toutes les parties du monde. Les Européens auraient ainsi inventé une manière unique de prendre de la hauteur avec la condition humaine. C'est cette prise de distance qui serait à l'origine d'une capacité à penser la dignité

la catastrophe de Marcinelle, ressemblent comme deux gouttes d'eau à ceux où ont vécu des dizaines de milliers d'autres travailleurs venus du sud et de l'est de l'Europe ou de plus loin encore. C'est le peuple ouvrier de Wallonie qui lutte pour sa survie dans des conditions difficiles mais qui est (était ?) reconnaissant à ce pays de l'avoir accueilli et de lui avoir donné une place dans un édifice social. D'une certaine manière, *Stille Nacht* est d'abord une collection de portraits chamarrés et touchants. C'est aussi le récit d'une aventure familiale qu'à 70 ans passés, le narrateur se remémore avec nostalgie mais sans apitoiement.

Pourtant, le propos de ce roman discret et sensible ne se résume pas au simple déroulement de quelques vies parmi d'autres. Car au détour des péripéties qu'ils affrontent, les personnages que campe Gérard Adam d'un trait fluide et simple se posent quelques questions, de celles que l'on qualifie d'existentielles. Car le vrai sujet de *Stille Nacht* c'est la vie comme elle va, ici et maintenant, sans fioritures, directe et vraie. Comme on l'aime.



Gérard Adam, « *Stille Nacht* », Bruxelles, MEO, 2017, 180 pages. Prix : 16,00 euros

## « Le roman est l'œuvre de l'Europe »

individuelle et, partant, à atteindre un haut niveau de reconnaissance des droits et libertés. Encore plus remarquable, cette prise de distance serait passée par l'exploration sans limites de la « rencontre amoureuse ». En d'autres termes, le ressort amoureux – éternel moteur narratif, ô combien ! – serait le dénominateur commun de cette aventure cognitive et donnerait une saveur particulière à un trait culturel partagé par tous les Européens. Dès lors, la question existentielle européenne majeure ne serait plus vraiment « Qui suis-je ? » mais bien « Comment être à la hauteur de la rencontre avec l'Autre ? » On le comprend, la thèse du député libéral, ancien ministre de la Culture et de l'Audiovisuel de la Communauté française, spécialiste de COBRA et docteur en philosophie de l'ULB, est hardie. Originale en tout cas. Mais elle

constitue peut-être bien l'ébauche d'une piste inédite pour une nouvelle vision de l'Europe, de son identité et donc de son destin. « *Dis-moi ce que tu lis et je te dirai qui tu es* », affirme donc Richard Miller. Si l'on est séduit par l'audace de la thèse, il faut malgré tout se poser une autre question : l'Europe possède-t-elle vraiment cette « exception romanesque » qui en ferait réellement un lieu unique dans l'aventure cognitive humaine ? Ce n'est pas lieu d'entrer dans le détail mais qu'on nous permette juste de pointer que dans d'autres régions du monde comme la Chine, l'Inde ou le Japon, pour n'en citer que trois, de gigantesques littératures multimillénaires existent également et qu'elles possèdent sans nul doute leurs caractéristiques propres. Alors, l'Europe ferait-elle « culturellement exception » ? Ce ne serait pas la première fois, mais...



Richard Miller, « *Existe-t-il une littérature européenne ?* » Bruxelles, Académie Royale de Belgique, coll. « L'Académie en poche », 2017, 144 pages. Prix : 7 euros



# À en perdre son latin

---

Par Xavier De Schutter  
Philosophe

---



Lorsque Rome s'est effondrée au V<sup>e</sup> siècle de notre ère, le latin, loin de devenir « langue morte », s'imposa durant le Moyen Âge et bien au-delà comme langue liturgique et savante : langue sacrée, langue des clercs, de la culture et de la pensée, celle d'Érasme ou de Descartes. Lorsque Byzance s'effondra au XV<sup>e</sup> siècle, le grec, au lieu de sombrer, s'exila et se répandit dans l'Europe des humanistes avides de redécouvrir les racines de leur propre civilisation. La résilience et la longévité de ces deux langues ne sont plus à démontrer : elles sont parvenues à s'imposer alors que leurs locuteurs initiaux avaient été vaincus sur le champ de bataille. Le vaincu a vaincu son vainqueur, comme disait le poète.

Cependant, si ces deux langues survécurent à la chute de Rome et de Byzance, elles semblent aujourd'hui être entrées en phase terminale et risquent de ne pas survivre au Pacte dit d'excellence que nous concocte notre ministère de l'Éducation. Dans les années 1960 déjà, Vatican II avait congédié le latin afin de moderniser sa liturgie pourtant dite « romaine ». Le but consistait à s'adresser aux ouailles dans la langue profane du quotidien. Je parie que Virgile et Cicéron dans

leur tombe se sont réjouis de voir leur bel idiome débarrassé de l'obligation de chanter les louanges d'une trinité dont ils n'avaient que faire. N'empêche : le latin perdait un allié précieux en se voyant ainsi rangé au placard par la Rome des papes qui succéda à celle des Césars. Mais cela ne concernait *in fine* que les vaticinations dominicales des croyants. Depuis lors, les langues anciennes sont sous perfusion. Aujourd'hui, on procède à leur euthanasie au nom de l'excellence. Il y a peu, le même vent latinicide et hellénophobe avait déjà soufflé en France où une autre ministre avait considéré que l'enseignement des langues mortes était élitiste et contraire aux principes démocratiques... Une tête dépasse-t-elle ? Décapitons (de *caput*, *capitis*, 3<sup>e</sup> déclinaison neutre) vite fait ! Ô progrès, que d'erreurs ne commet-on pas en ton nom !

L'histoire jugera à sa juste valeur le fameux pacte qui condamne à mort la culture classique, socle de notre civilisation. Pour autant bien sûr que l'histoire ne suive les langues mortes dans leur tombe, auquel cas l'affaire est entendue : le nivellement par le bas annonce toujours la résurgence de la barbarie et le retour des ténèbres. *Ite missa est.* ✝



Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

**Maison fondée en 1875**

**Funérailles civiles  
de toutes classes et crémation**

Chaussée d'Alseberg 19 - 1060 Bruxelles

Tél. 02 537 05 64

Direction: Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

## **Funérailles Wyns**

Transferts,  
Funérailles, Crémations,  
Assurances décès,  
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél: 02 538 15 60  
GSM: 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89  
1000 Bruxelles  
(près de St Pierre & Bordet)

Contact: Dominique Peeren



**SOCIETE BELGE  
POUR LA  
CREMATION**

Association sans but lucratif  
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,  
nous défendons la dignité de l'idéal  
crémationniste. Faites-vous membre  
Assistance, complète  
et désintéressée

**DOCUMENTATION GRATUITE  
SUR DEMANDE ET SANS  
ENGAGEMENT**

Boulevard Maurice Lemonnier, 1  
1000 Bruxelles  
02 513 03 96

# Annonces

Théâtre, émissions, colloque... les bonnes énergies

## CONFLITS À L'ÈRE NUMÉRIQUE LA FIN DE L'UTOPIE INTERNET ?

Mercredi 18 octobre  
Colloque - Bruxelles

**Lieu :** Bruxelles Laïque, avenue de Stalingrad, 18 - 1000 Bruxelles

**Horaire :** Accueil dès 8h30 - Colloque de 9h à 18h

**Accès :** Entrée libre mais inscription souhaitée à [sylvietraisnel@laicite.net](mailto:sylvietraisnel@laicite.net)

**Infos :** [fondation-hlf.mundaneum.org](http://fondation-hlf.mundaneum.org)



EUROPEAN FORUM FOR NORTH SOUTH SOLIDARITY  
FORUM POUR UN CONTRAT DE GÉNÉRATION NOIRS - BUN - 2000



## ESPACE de Libertés

### Éditeur responsable :

Jean De Brueker

### Directeur de la publication :

Jean-Pol Hecq

### Rédactrice en chef :

Sandra Evrard

### Secrétaire de rédaction :

Amélie Dogot

### Production :

Fabienne Sergoyne

### Illustrations :

Olivier Wiame

### Graphisme :

YEBOgraphics

### Imprimeur :

Graphius Brussels

### Fondateur :

Jean Schouters

### Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique: 20 €, Étranger: 32 €  
par virement au compte du CAL:

IBAN: BE16 2100 6247 9974

BIC: GEBABEBB

TVA: BE 0409 110 069

ISSN: 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine

1050 Bruxelles

Tél: 02 627 68 68 - Fax: 02 627 68 01

E-mail: [fabienne.sergoyne@laicite.net](mailto:fabienne.sergoyne@laicite.net)

[www.laicite.be](http://www.laicite.be)

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique -  
Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la  
Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de  
la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses  
qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données person-  
nelles et les faire rectifier.





**Libres, ensemble**

# LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ OCTOBRE 2017

## À LA TÉLÉVISION

### La désobéissance civile (28')

Présentation : Catherine Haxhe

À une époque de turbulence sociale, économique, politique et sécuritaire, la désobéissance civile est un outil nécessaire à la sauvegarde d'un monde plus juste, libre et solidaire. Ce reportage du CLAV ira à la rencontre d'activistes et de groupements pratiquant ou formant à la désobéissance civile.

Date	Heure	Chaîne
14/10	10H30	La Une
18/10	20H00	La Trois

### Au cœur des Fieris Féeries (10')

Présentation : Catherine Haxhe

Immersion dans les coulisses des Fieris Féeries qui ont envahi les rues de Seraing le 1<sup>er</sup> octobre. À travers les témoignages des participants et des organisateurs, le reportage s'intéressera au sens de cette parade pour le vivre ensemble.

Date	Heure	Chaîne
17/10	En fin de soirée	La Une
23/10	20H00	La Trois

### Entretien de Jean Cornil avec Roger-Pol Droit (28')

Présentation : Vinciane Colson

L'espoir a-t-il un avenir ? c'est une des questions que Jean Cornil a posées au philosophe et écrivain français Roger-Pol Droit. Face au monde incertain et angoissé, pouvons-nous imaginer un futur désirable ? Faut-il reconstruire un espoir collectif ?

Date	Heure	Chaîne
22/10	09H20	La Une
28/10	10H30	La Une
01/11	20H00	La Trois

### Les MENA, logés à la mauvaise enseigne... (10')

Présentation : Vinciane Colson

Les MENA, mineurs étrangers non accompagnés, rencontrent de plus en plus de difficultés à trouver un logement, après avoir traversé toutes les phases d'accueil prévues par la loi. Les logements constituent pourtant pour eux la base de l'autonomie.

Date	Heure	Chaîne
31/10	En fin de soirée	La Une
06/11	20H00	La Trois

## À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H (28')

**Quel avenir pour le décret inscription ?**

Samedi 14 octobre

**Vers le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme**

Samedi 21 octobre

**Wonderful Women**

Samedi 28 octobre



FÉDÉRATION  
des associations de la région de la Capitale-Nationale

CAL  
Libres, ensemble



A stylized, high-contrast illustration of a hand, possibly a puppet or a stylized human hand, rendered in black outlines against a light beige background. The hand is positioned with the palm facing upwards. A large, bright red star is superimposed on the palm. The hand appears to be holding or gesturing towards the text on the left.

LE THEATRE DE POCHE A **BOZAR**

**Les  
chatouilles**  
*Ou la danse de la colère*

De et avec  
Andréa Bescond  
Mise en scène  
Eric Metayer

Création lumière  
Jean-Yves De Saint-Fuscien  
Création son  
Vincent Lustaud

Avec le soutien du Ministère de la Culture  
et de la Ville de Bruxelles.

**LES 14 ET 15 NOV. 2017**  
**À 20H30 A BOZAR**

Salle Henry Le Bœuf

**MOLIÈRE DU MEILLEUR**  
**«SEUL EN SCÈNE»**

BOZAR - Rue Ravenstein 23,  
1000 Bruxelles  
Réservations : A Bozar : 02/507.82.00 ou

**Bozar.be**